

# RAPPORT D'ACTIVITÉ



## ADEC RAPPORTU D'ATTIVITÀ 2025

# Sunta

01

**Edituriali** di u Presidenti ..... 3

02

**Sciffri chjavi è fatti maiò** ..... 4-5

03

**Un'agenzia à u serviziu di l'impresi  
è di i tarritorii** ..... 7

U liveddu d'attività..... 7

L'accumpagnamentu pà settorid'attività ..... 9

I dispositivi è i chjami à prughjetti mubilizati.....11

A prisenza tarritorialii .....13

Ecusistema.....15

I tarritorrii, attori maestri di l'azzioni economica .....27

Gestioni di a cullaborazioni cù i Camari Cunsulari.....31

L'ingeneria finanziaria, strumentu indespinsevuli  
pà l'azzioni economica .....33

U rolu di l'ADEC in u sustegnu à a transizioni RSE  
di l'impresi corsi .....37

Trasfurmazioni numerica di l'Agenza : missa in baddu  
uperazionali di u sistema d'infurmazioni OpenSub .....39

Corsica Statistica, l'usservazioni è l'intelligenza economica  
di a Corsica .....41

04

**Sparghja a nomina di a Corsica à l'internazionali  
è strutturà cuuparazioni duratoghji** ..... 45

Sustegnu à l'esportu è sparghjera di a nomina di l'impresi corsi .....46

Sviluppu di a filiera« Invehjà bè » :

cuuparazioni Corsica-Quebec .....50

Cuuparazioni frà tarritorii isulani : rinfurzà l'allianzi strategichi .....51

Arradichera aurpea è cuuperazioni trasfruntaliera .....51

Istanzi di guvirnanza righjunali dedicati.....54

05

**Sintesi urganizazionali di l'agenzia** ..... 55

L'istanzi di l'ADEC .....55

Seguitu CP/BP 2025.....56

Rinfurzamentu ghjuridicu.....62

Gestioni, audit è cuntrollu di i fondi aurpeii.....63

Risurzi umani.....67

Marcati publichi è mezi generali .....69

# Sommaire

01

**Éditorial** du Président ..... 3

02

**Chiffres clés et faits marquants** ..... 4-5

03

**Une agence au service des entreprises et des territoires** ..... 7

Le niveau d'activité..... 7

L'accompagnement par secteur d'activité ..... 9

Les dispositifs et les appels à projets mobilisés ..... 11

La couverture territoriale ..... 13

Ecosystèmes..... 15

Les territoires, comme échelon clé de l'action économique.....27

Gestion du partenariat avec les Chambres consulaires ..... 31

L'ingénierie financière, instrument indispensable pour l'action économique .....33

Le rôle de l'ADEC dans le soutien à la transition RSE des entreprises du territoire.....37

Transformation numérique de l'Agence : mise en œuvre opérationnelle du système d'information OpenSub .....39

Corsica Statistica, l'observation et l'intelligence économique de la Corse.....41

04

**Faire rayonner la Corse à l'international et structurer des coopérations durables** ..... 45

Soutien à l'export et rayonnement des entreprises corses.....46

Développement de la filière "Bien-Vieillir" : coopération Corse - Québec .....50

Coopération entre territoires insulaires : renforcer les alliances stratégiques .....51

Ancrage européen et coopération transfrontalière.....51

Des instances de gouvernance régionales dédiées .....54

05

**Synthèse organisationnelle de l'agence** ..... 55

Les Instances de l'ADEC .....55

Suivi CP/BP 2025.....56

Renforcement juridique .....62

La gestion, l'audit et le contrôle des fonds européens.....63

Ressources Humaines .....67

Marchés publics et moyens généraux .....69



## Edituriali di u Presidenti

### *Edito du président*

**L'**année 2025 s'inscrit dans la continuité du travail engagé ces dernières années sous la présidence d'Alexandre Vinciguerra, dont l'action a permis de consolider l'Agence comme un outil structurant de la politique économique de la Collectivité de Corse. Sur ces fondations solides, et dans un contexte de mutations et de crises profondes, notre responsabilité collective est de franchir une étape supplémentaire : passer d'un modèle trop largement dépendant à une économie plus productive, plus diversifiée et plus maîtrisée.

Car notre pays demeure confronté à des déséquilibres structurels. Son économie reste fortement tributaire d'une mono activité, en l'occurrence le tourisme, qui l'expose à une vulnérabilité accrue. En effet, ce modèle d'économie de services ne peut être qu'au cœur des fragilités de notre appareil productif. Répondre à ces défis suppose de renforcer notre potentiel de production et d'innovation en construisant une économie diversifiée à la fois sectoriellement et spatialement.

C'est dans cet esprit que l'ADEC affirme pleinement son rôle stratégique d'opérateur économique de la Collectivité de Corse. En 2025, son action s'est déployée au plus près des entreprises et des territoires, en appuyant l'investissement productif, en soutenant les dynamiques mais aussi en accompagnant les entreprises en difficulté, notamment par la mise en œuvre d'une cellule économique de crise copilotée avec l'État. Cette présence renforcée sur le terrain traduit une conviction simple : l'action économique ne peut être efficace que si elle repose sur la concertation, la proximité et la confiance.



La reconquête d'une économie de production constitue à cet égard une priorité majeure. Elle passe nécessairement par la valorisation de nos territoires ruraux et de montagne, afin de bâtir un développement plus harmonieux. L'agriculture doit retrouver une place centrale dans notre stratégie de développement, tant elle contribue à l'affirmation d'un modèle économique plus autonome et plus résilient. Dans le même temps, les très petites entreprises (TPE), qui constituent l'essentiel de notre tissu économique, verront leur accompagnement et leur soutien confirmés et renforcés en 2026, afin de favoriser la relance de l'activité dans les territoires. Cette orientation s'exprime aussi à travers le soutien à l'économie sociale et solidaire, qui participe à la construction d'un modèle plus inclusif et plus coopératif, tout en répondant à des besoins souvent laissés en marge des logiques économiques traditionnelles.

L'année 2025 a également marqué une avancée déterminante dans la réflexion relative à la création d'une Banque Territoriale d'Investissement. Ce projet structurant vise à doter la Corse d'un outil intégré de financement, capable de mobiliser et d'orienter les ressources nécessaires à la transformation de notre économie.

Cette ambition s'inscrit enfin dans un horizon institutionnel en évolution. Les perspectives liées au futur statut d'autonomie ouvrent des possibilités nouvelles, notamment en matière normative, fiscale et financière. L'ADEC contribuera pleinement à cette mutation, en mettant en œuvre les orientations stratégiques de la Collectivité de Corse et en accompagnant les acteurs économiques dans cette nouvelle étape. Elle le fera en s'appuyant sur l'ensemble

des acteurs de l'écosystème entrepreneurial, au premier rang desquels l'Établissement Public du Commerce et de l'Industrie de Corse (EPCI) nouvellement créé.

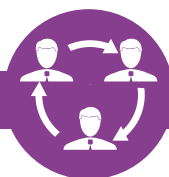
Plus que jamais, notre volonté est de bâtir une économie forte, équilibrée et durable, fidèle à notre identité et tournée vers l'avenir. Cette ambition ne pourra se concrétiser que par l'engagement collectif, la coopération et la mobilisation de l'ensemble des forces vives de notre île.

“ *Insemi, cù forza  
è resilenza, custruimu  
un mudellu di sviluppu  
durevuli, pruduttivu  
è sulidariu, rispittuosu  
di l'ambienti di a Corsica  
è di l'identità di u nosciu  
Populu, pà un Paesi  
emancipatu è arittu.* ”

# 02

# Adec 2025 : Sciffri chiavi è fatti maiò

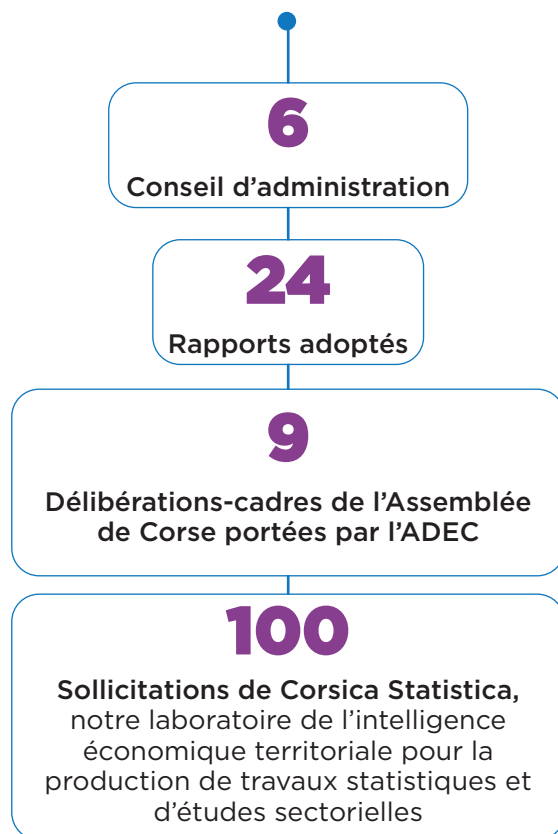
*Chiffres clés & faits marquants*



## Nos partenariats



## Les instances de l'Adec





## L'accompagnement des entreprises

**1101**  
Demandes de soutien

**404**  
Visites d'entreprises réalisées par les chargés d'affaires

**6** Bureaux avec **298** dossiers validés pour **10,2 M€** d'aides accordées



## Ingénierie financière

Montant engagé par les instruments financiers  
**7,3 M€**

Montant total des cofinancements  
**34,5 M€**

Effet de levier  
**4,39**

**1**  
programmation pluriannuelle des investissements en instruments financiers réalisée et suivie.



## A l'international

**58** entreprises accompagnées dont plus de **60%** sont de nouveaux exportateurs

**4** actions collectives (Belgique, Québec, Booster, Vivatech) auxquelles **36** entreprises ont participé et conduit **250** RV B2B

**1** projet de coopération signé avec le Québec autour du bien Bien-Vieillir (consortium : Cullettività di Corsica / ADEC / Gérontopôle di Corsica / INIZIÀ - Incubateur Territorial des Entreprises Innovantes de Corse / Québec International)

**5** nouveaux V.I.E. dont 1 pour l'ADEC au Canada (4 VIE pour des entreprises corses, financés à hauteur de **80%** par l'ADEC

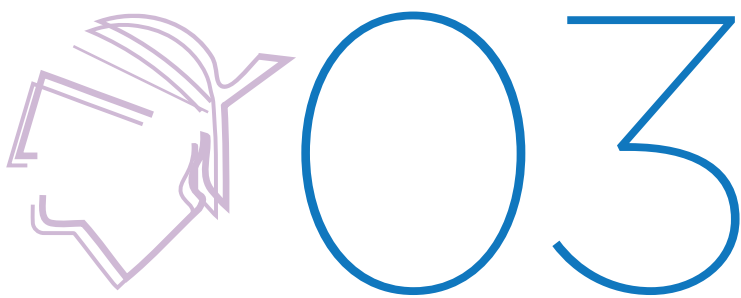
Plus de **60** entreprises inscrites à la Journée Corse Internationale : **250** RV BtoB)



## Agents

**54**  
Agents au service du territoire





## Un'agenzia à u serviziu di l'impresi è di i **tarritorii**

*Une agence au service des entreprises  
et des territoires*

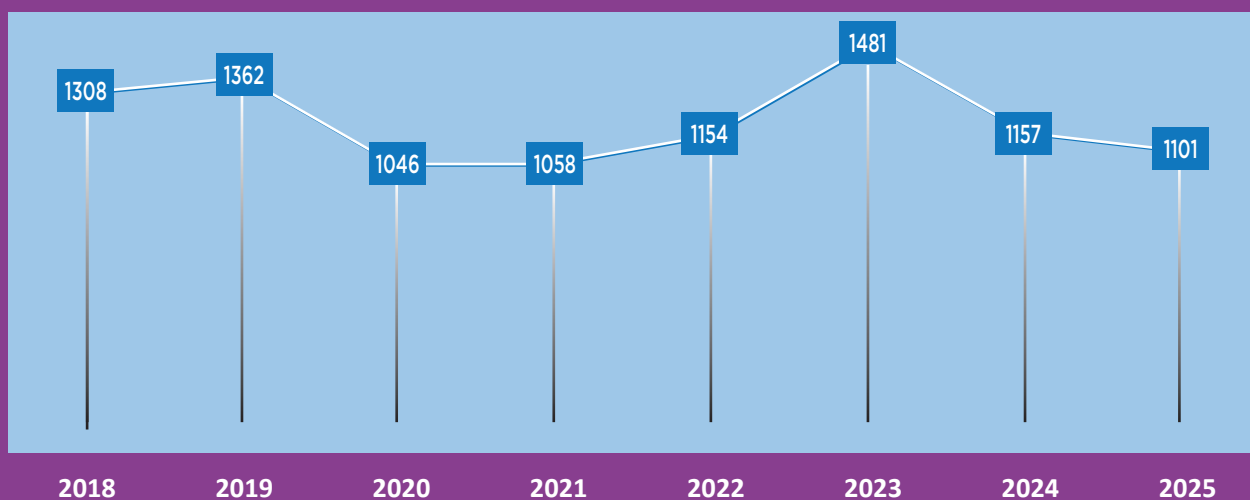
### **U liveddu d'attività** | *Le niveau d'activité*

Le volume des demandes adressées à l'ADEC demeure particulièrement élevé, témoignant de l'attractivité des dispositifs proposés et d'un fort dynamisme du tissu entrepreneurial insulaire.

Avec plus de **1000 sollicitations formalisées via notre plateforme en ligne**, l'Agence confirme son rôle central en tant que point d'entrée privilégié pour les porteurs de projets.

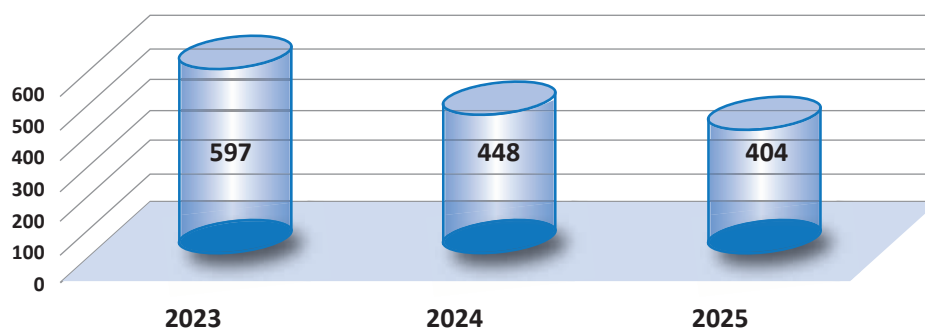
Ce niveau de sollicitation soutenu illustre non seulement la **vitalité de la demande d'accompagnement** économique en Corse, mais également la confiance accordée à l'ADEC dans la structuration, l'appui et le financement des projets. Notre enjeu opérationnel interne majeur est de garantir une réponse adaptée, fluide et équitable à l'ensemble des demandeurs.

Evolution du nombre de DI reçues



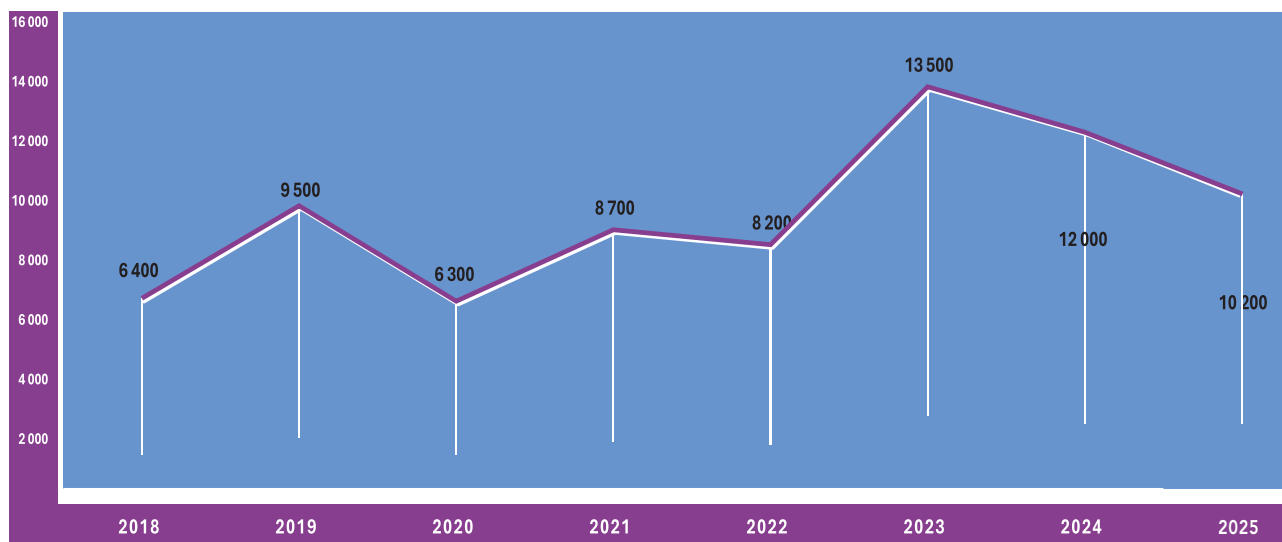
L'un de nos autres engagements forts est celui de la proximité avec le tissu économique local dont le nombre de visites d'entreprises demeure un marqueur important. Les agents de l'ADEC ont effectué **plus de 400 visites** et ce malgré une campagne 2025 réalisée sur un laps de temps plus court qu'à l'accoutumée (lancement des AaP décalé).

### Nombre de visites d'entreprises



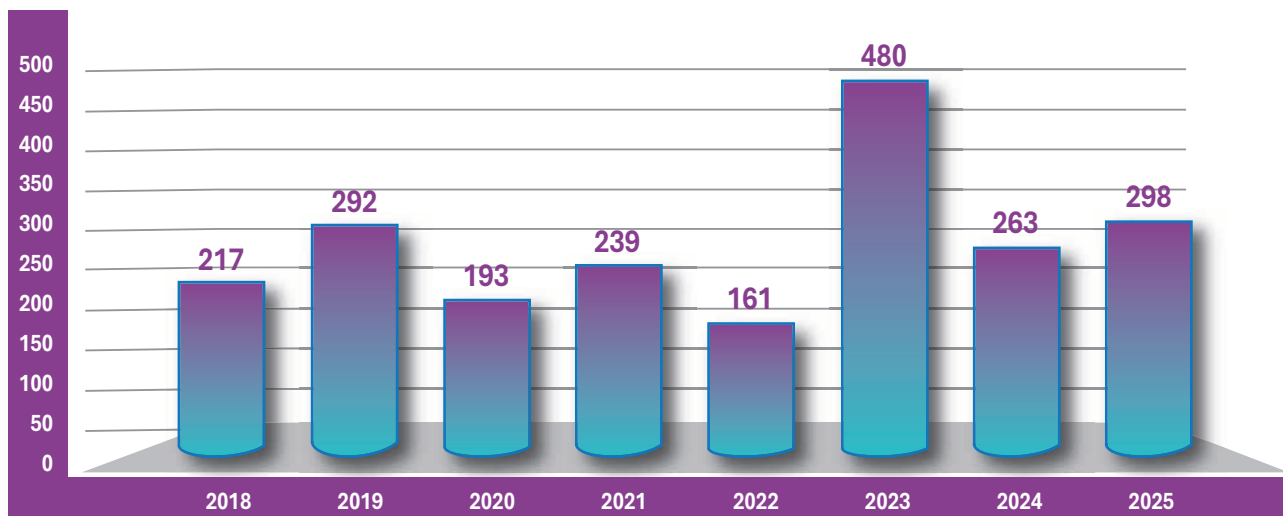
Les volumes financiers accordés en bureau pour l'exercice 2025, qui s'élèvent à un peu plus de **10 millions d'euros**, apparaissent légèrement inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Le **budget alloué a été intégralement consommé**, démontrant une gestion rigoureuse des ressources.

### Evolution des dossiers accordés (en montant - en K€)



Cette contraction relative correspond davantage à une optimisation de l'enveloppe disponible qu'une baisse d'activité. L'accroissement du **nombre de dossiers instruits et validés** qui demeure parfaitement conforme aux objectifs fixés en début d'exercice en atteste. Ce maintien d'un volume d'activité élevé, dans un contexte budgétaire légèrement resserré, témoigne d'une **efficience des processus d'instruction** ainsi que d'un ciblage plus fin des projets soutenus.

## Evolution des dossiers accordés (en nombre)



# L'accompagnement par secteurs d'activité

## L'accompagnement par secteur d'activités

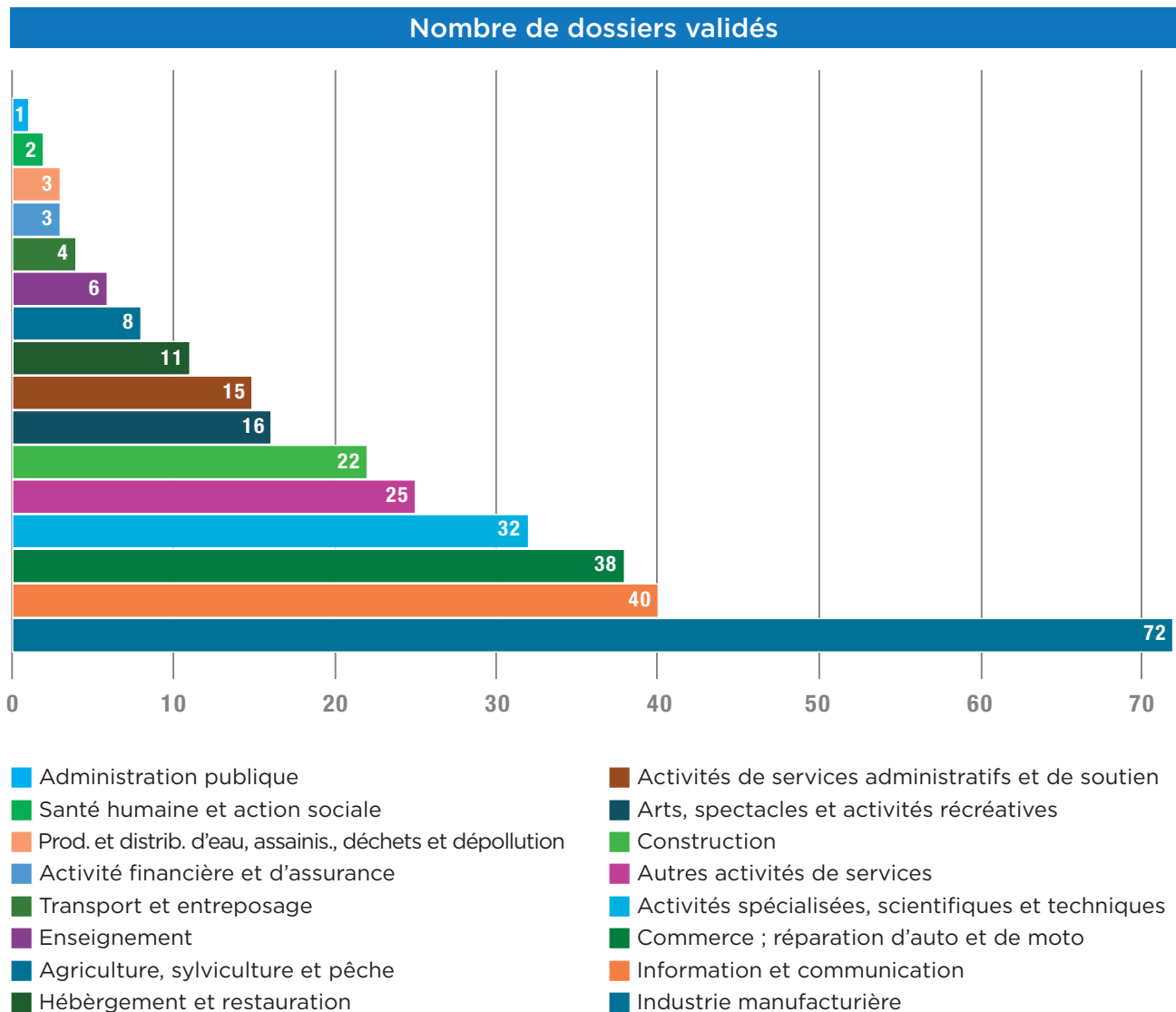
Dans la continuité des années antérieures, notre action sur 2025 est demeurée conforme aux orientations stratégiques définies dans le cadre d' "Ecunomia 2030".

Secteurs d'activités	Montants affectés en bureau	Montants affectés en bureau en %
Industrie manufacturière	2 939 200,14 €	29 %
Autres activités de services	1 576 172,00 €	15 %
Information et communication	1 086 186,14 €	11 %
Commerce, réparation d'auto et de moto	826 870,60 €	8 %
Activités de services administratifs et de soutien	661 237,00 €	6 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	654 983,14 €	6 %
Construction	479 486,04 €	5 %
Activités financières et d'assurance	377 334,10 €	4 %
Arts, spectacles et activités récréatives	297 974,73 €	3 %
Transports et entreposage	262 312,92 €	3 %
Hébergement et restauration	231 175,13 €	2 %
Administration publique	200 000,00 €	2 %
Santé humaine et action sociale	190 000,00 €	2 %
Enseignement	174 653,12 €	2 %
Prod. et distrib. d'eau, assainiss., déchets et dépollution	143 472,28 €	1 %
Agriculture, sylviculture et pêche	80 231,00 €	1 %
<b>Total général</b>	<b>10 181 288,34 €</b>	<b>100,00 %</b>

Ainsi, la **consolidation** et le **développement de l'économie productive**, érigés en priorités de notre action se traduisent concrètement dans nos interventions, comme en témoigne la répartition des dossiers validés en bureau, qui mettent majoritairement l'accent sur le soutien à l'investissement productif et la structuration des filières porteuses.

## L'accompagnement par secteurs d'activité

Cette dynamique s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer la compétitivité des acteurs économiques insulaires, de favoriser l'émergence de **projets créateurs de valeur et d'emplois**, et de contribuer ainsi à la résilience et au développement durable et équilibré du tissu économique corse.



# I dispositivi è i chjami à prughjetti mubilizati

## Les dispositifs et les appels à projets mobilisés

En analysant les aides accordées en 2025 par Dispositif et Appel à Projet, il apparaît que le dispositif généraliste « **Impresa Sì** », avec **3 M€** accordés, occupe toujours une place prépondérante au sein de l'intervention économique de l'ADEC et demeure le premier dispositif en montants engagés.

### Sur les dispositifs plus spécifiques :

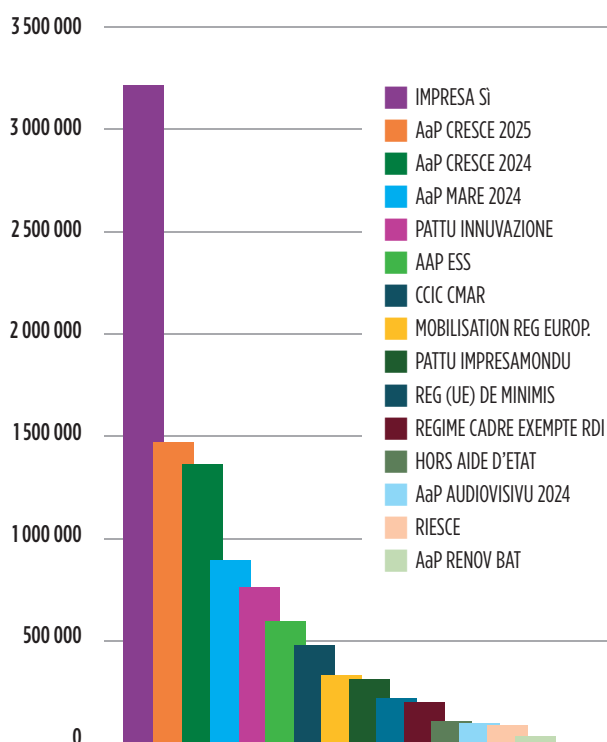
L'innovation demeure un axe fort avec 14 dossiers validés pour un montant de 960 K€ (Pattu Innuvazione et Régime exempté relatif aux aides RDI).

Au niveau de l'accompagnement à l'export, le niveau d'activité se confirme avec plus de 44 dossiers validés en 2025. Sur le volet de l'emploi et plus précisément du dispositif « **Riesce** », 7 dossiers ont été validés ayant permis d'accompagner l'embauche de 13 personnes pour un montant avoisinant les 90 K€.

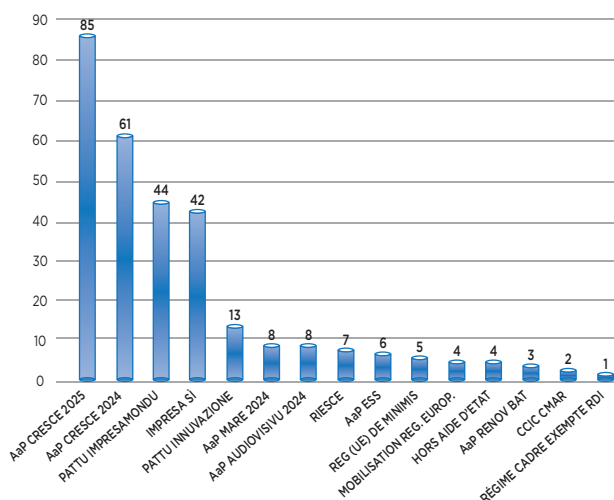
L'appel à projets « **Cresce** » s'impose comme outil d'aide majeur avec plus de **2,80 M€ attribués**. Destiné prioritairement aux **TPE** et aux **territoires « contraints »**, cet AaP constitue un levier essentiel d'équité territoriale et de soutien aux petites structures, souvent éloignées des dispositifs plus complexes.

Son importance ne tient pas uniquement aux montants engagés: il se classe également **premier en nombre de dossiers**, avec **146 projets accompagnés**, soit **49 % de l'ensemble des dossiers validés** sur l'année. Cet indicateur confirme l'adéquation de l'AaP « Cresce » aux besoins exprimés sur le terrain, notamment dans les zones rurales ou dans les secteurs où l'ingénierie est limitée.

Montants affectés en bureau



Nombre de dossiers validés en bureau



## I dispositivi è i chjami à prughjetti mubilizati

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie volontaire, visant à **orienter l'action économique en fonction des besoins remontés localement**, mais également en cohérence avec les **choix politiques** de soutien à la diversification, à la résilience et à l'aménagement équilibré du territoire. Elle se matérialise concrètement par le **lancement d'appels à projets complémentaires**, venant enrichir l'offre existante et répondre de manière plus fine à des besoins sectoriels ou territoriaux identifiés. L'analyse des volumes accordés confirme

cette orientation stratégique. En effet, pour l'exercice 2025, **les AaP représentent près de 45 % des montants accordés** et leur influence est encore plus nette en terme de **volumétrie**, puisqu'ils concentrent **57 % du nombre total de dossiers traités**. La part des AaP dans nos réalisations montre que la politique d'intervention n'est pas seulement centrée sur les dispositifs classiques, mais s'appuie sur une démarche plus flexible, **thématisée et réactive**, en phase avec la diversité des attentes des entreprises et des territoires.

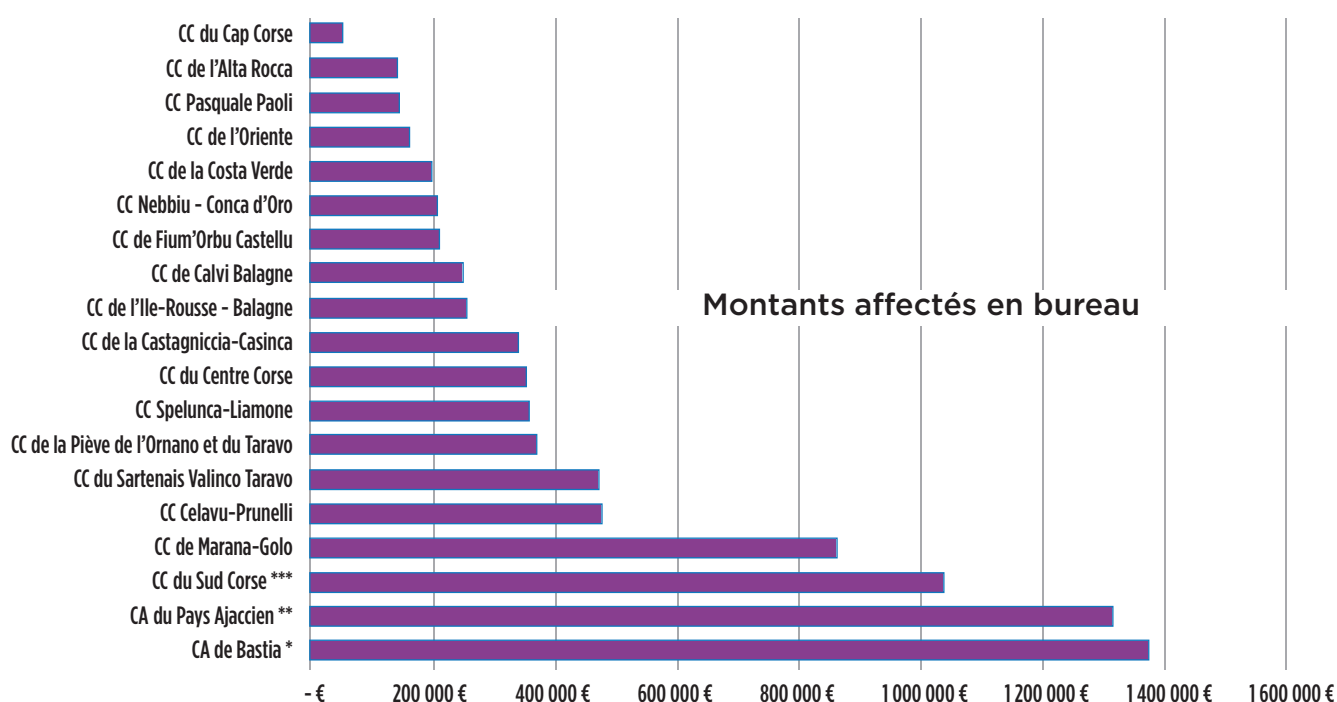
Dossiers AaP et hors AaP	montants validés en bureau	% / Total	Nombre de dossiers validés en bureau	% / Total
AaP	4 459 165,92 €	44 %	171	57 %
Hors AaP	5 722 122,42 €	56 %	127	43 %
<b>Total</b>	<b>10 181 288,34 €</b>		<b>298</b>	

# A **presenza** territoriali

## La couverture territoriale

Le volume conséquent des engagements financiers tout comme le nombre de dossiers validés au sein de certains EPCI (Marana Golu et Sud Corse) et Communautés d'Agglomérations (CAB et CAPA) est le reflet, même s'il est atténué,

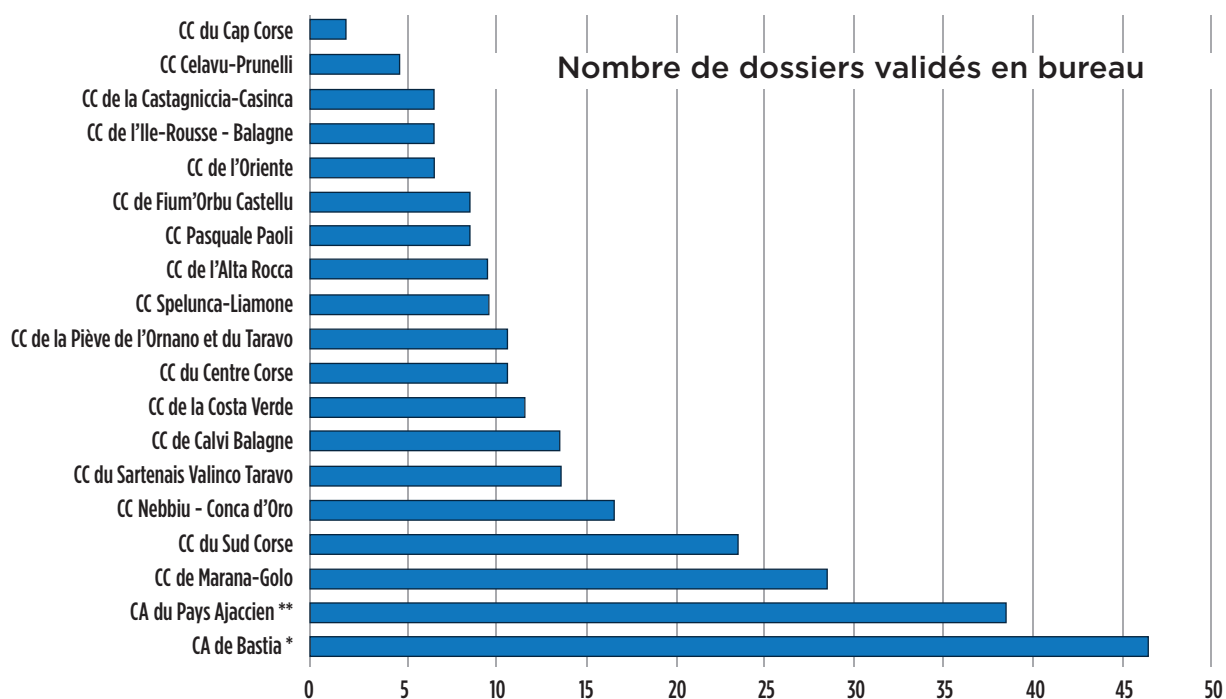
de leur poids économique territorial. Leur position stratégique tant en présence d'entreprises que d'opérateurs financiers, leur permet de mobiliser plus aisément les dispositifs disponibles.



Pour autant, la part des engagements orientée vers les autres territoires demeure significative. Cette répartition démontre que la diffusion des dispositifs ne se limite pas aux zones les plus structurées, mais

irrigue également des territoires plus diffus, caractérisés par un maillage entrepreneurial hétérogène, souvent composé de petites entreprises ou de porteurs de projet moins familiers des appels à projets.

## A PRIENZA tarritoriali



Cette dynamique témoigne de la capacité de notre action à atteindre des espaces moins denses, contribuant ainsi à une forme d'équité territoriale et à une couverture cohérente avec la géographie économique insulaire.

# Ecusistema

## Ecosystèmes

Le panorama des actions conduites en 2025 au titre de l'accompagnement et de la structuration des filières économiques, en cohérence avec les orientations stratégiques définies dans le SRDE2I, témoigne de l'engagement de l'ADEC auprès des filières clés insulaires. En 2025, dans un contexte marqué par des fragilités structurelles, des transitions multiples et la nécessité de renforcer l'autonomie productive du territoire, l'ADEC a mené des actions concourant à la consolidation des écosystèmes et au développement de démarches collectives à forte valeur ajoutée. Les interventions déployées traduisent une mise en œuvre

opérationnelle des priorités politiques en termes de territorialisation de l'action économique et de résilience du territoire.

Ainsi sept études ont été produites par l'Observatoire économique Corsica Statistica pour apporter un éclairage et une bonne connaissance des écosystèmes, de même qu'une vingtaine d'actions d'animation et de mise en œuvre de dispositifs de type appels à projets a été réalisée pour dix filières prioritaires : BTP/ENR, IAA, ÉCONOMIE CIRCULAIRE, INDUSTRIES CULTURELLES, COSMÉTOLOGIE, INNOVATION, NUMÉRIQUE, SILVER ÉCONOMIE, NAUTISME.

Synthèse des indicateurs RÉALISÉS NB	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
ÉNERGIE / BTP	0	3	7	8
INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRES (IAA)	0	1	4	2
ÉCONOMIE CIRCULAIRE	0	2	10	5
INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES (ICC)	2	0	4	8
COSMÉTOLOGIE	1	2	39	8
INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES	0	2	24	0
INNOVATION	1	10	37	29
NUMÉRIQUE	1	4	25	18
SILVER ÉCONOMIE	2	5	30	18
NAUTISME	0	0	6	3
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>186</b>	<b>99</b>

## Énergie / BTP

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	0	2	8	4
RÉALISÉS NB	0	3	7	8
%	N/A	150	87,5	200

### Analyse Qualitative

- **Énergie / BTP** Les enjeux de la transition énergétique et de l'habitat durable
- **Face aux enjeux de la transition énergétique, l'État et la Collectivité de Corse ont décidé de faire de la rénovation énergétique et de l'habitat durable une priorité. Dans ce contexte L'ADEC a souhaité mettre en œuvre des actions visant à conforter le tissu économique local et soutenir la filière du bâtiment par la mise en œuvre d'actions d'animations et de dispositifs opérationnels issus du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I).**
- Relance de l'AaP « **Soutien aux entreprises de la filière du bâtiment** pour la rénovation énergétique », organisé autour de **deux mesures**, « **accompagnement technique - labellisation RGE** » et « **Formation - compensation du manque à gagner** », à compter d'**octobre 2025** pour une période de **6 mois**.

Poursuivre l'accompagnement des entreprises du BTP initié en 2024 en partenariat avec les organisations professionnelles du bâtiment (CAPEB, FedBTP). Aider les entre-

prises à saisir les opportunités du marché de la rénovation énergétique des bâtiments au regard des objectifs de MDE (Maîtrise de la Demande d'Énergie) inscrits dans la PPE de Corse (Programmation pluriannuelle de l'Énergie), les aider à monter en compétences et soutenir leur croissance dans la continuité de l'Aap lancé en 2024. Montant alloué: 250 K€

#### Partenariat ADEC-CAUE pour la 2<sup>e</sup> édition du Salon BATECO

En 2025, l'ADEC s'est engagée auprès du Conseil de l'Architecture de l'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Corse pour l'organisation du Salon Bateco 2026.

Le salon BATECO 2026 a pour objet la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la transition écologique, à savoir, le grand public, les institutionnels et les professionnels de la construction et de la rénovation dans le but d'offrir une vitrine des leviers techniques et financiers permettant l'adaptation du bâti insulaire aux enjeux liés au dérèglement climatique et à l'amélioration énergétique des bâtiments.

Montant affecté: 10 K€

#### Contribution à la cellule économique BTP État - Collectivité de Corse

À l'initiative de la Préfecture de Corse et en partenariat avec la Collectivité de Corse

et les acteurs économiques et institutionnels insulaires, l'ADEC a participé à la cellule économique bi-annuelle 2025, contribuant ainsi à créer une nouvelle dynamique régionale, collaborative, dans l'objectif de recueillir les besoins et accompagner les entreprises de la filière du BTP, notamment en difficultés.

La participation de l'ADEC aux réunions de la Cellule Économique BTP en juillet et décembre 2025 est le résultat de son engagement en amont auprès des groupes de

travail réunissant les services de l'État (DREAL, DREETS, SGAC.), de la Collectivité de Corse et les associations professionnelles dans l'objectif de réfléchir collectivement aux réponses à apporter en termes d'urbanisme, de gestion des déchets, de rénovation, de marchés publics et de l'impact des ETS sur les coûts de transport.

*Chiffres clés aide directe ADEC 2025 tous dispositifs confondus: 37 projets pour 88 K€*

## IAA

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	0	0	4	2
RÉALISÉS NB	0	1	4	2
%	N/A	0	100	100

### Analyse Qualitative

#### Contribution à la cellule économique IAA État - Collectivité de Corse

À l'initiative de la Préfecture de Corse et en partenariat avec la Collectivité de Corse et les acteurs économiques et institutionnels insulaires, l'ADEC a participé à la cellule économique bi-annuelle 2025, contribuant ainsi à créer une nouvelle dynamique régionale, collaborative, dans l'objectif de recueillir les besoins et accompagner les entreprises de la filière des Industries Agro-Alimentaires (IAA) dans un contexte de conjoncture difficile et face aux enjeux d'autonomie alimentaire.

La participation aux réunions de la Cellule Économique s'est accompagnée en amont d'un engagement de l'ADEC auprès des groupes de travail permettant d'identifier les besoins, difficultés et problématiques des entreprises de la filière IAA en matière d'approvisionnement local, de souveraineté alimentaire, d'emploi et de formation, de logistique et d'animation territoriale (projet d'organisation d'assises de l'alimentation en 2026 proposé par l'ADEC).

*Chiffres clés aide directe ADEC 2025 tous dispositifs confondus: 50 projets pour 1,4 M€ dont 15 à l'export pour 142 K€*

## Économie circulaire

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	0	2	10	5
RÉALISÉS NB	0	2	10	5
%	N/A	100	100	100

### Analyse Qualitative

**L'ADEC acteur de l'économie circulaire à travers le programme transfrontalier Interreg France Italie Maritime - MARITTIMO et le projet EPIC.**

L'ADEC joue à ce titre le rôle d'acteur pivot entre institutions, entreprises et programmes, pour impulser une dynamique collective, notamment en matière d'économie circulaire. Le programme Interreg Marittimo est un programme européen de coopération transfrontalière impliquant cinq régions maritimes: la Corse, la Toscane, la Sardaigne, la Ligurie et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il vise à renforcer la cohésion territoriale et économique de cet espace stratégique à travers des projets communs cofinancés par l'Union Européenne.

EPIC (« Une mer sans plastique ») est un projet stratégique transfrontalier (France-Italie) visant à lutter contre la pollution plastique marine et à promouvoir l'économie circulaire. Il cible particulièrement la Méditerranée, très affectée par les déchets plastiques.

L'ADEC est partenaire du projet EPIC aux côtés de l'OEC et de la CRESS CORSICA. Ce projet marque le début d'un parcours collaboratif entre institutions, chercheurs, associations et citoyens, tous mobilisés pour une Méditerranée plus propre et plus résiliente.

## Industries culturelles

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	0	0	5	0
RÉALISÉS NB	1 + 1 en cours	0	4	8
%	N/A	N/A	80	N/A

### Analyse Qualitative

► Les Industries Culturelles et Créatives, avec leur double rôle économique (génération de richesse et d'emplois)

et culturel (création de valeurs, de sens et d'identité), représentent un véritable levier pour le développement économique et le rayonnement de la Corse.

- **Suite de l'AAP "Audiovisuel & Multimédia 2024"**. Son but était de proposer aux acteurs corses de la filière "audiovisuelle et multimédia" un accompagnement renforcé sur les volets investissements, financement, structuration de filière et développement des compétences. En 2025, 7 projets ont été présentés en Bureau de l'ADEC dans ce cadre pour un montant de 83500 € d'aide.

**Réalizations de diagnostics : forces et faiblesses de l'écosystème, du secteur ou du territoire et identification des besoins via l'apport de Corsica Statistica.** Des travaux ont été initiés pour la mise à jour de l'étude dédiée au secteur des Industries Culturelles et Créatives qui avait été réalisée par Corsica Statistica en mai 2023. Un cahier des charges a été défini afin de pouvoir réaliser début 2026 un focus sur l'artisanat d'art.

**Accompagnement du Sindicatu Cultellaghji Corsi.** L'ADEC travaille en partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat corse sur la rédaction d'une action collective au bénéfice du Sindicatu Cultellaghji Corsi. Celle-ci sera basée sur deux axes: un développement à l'international et une stratégie de développement de la formation.

**Contributions diverses.** L'ADEC a apporté plusieurs contributions aux partenaires du secteur: aide à l'élaboration d'un diagnostic sur les ICC dans la zone de la Communauté d'Agglomération Bastiaise dans le cadre du programme de coopération européen RICCO (Rafforzamento dell'Industria Culturale e Creativa attraverso l'Open innovation); apports à la réalisation des bilans "cinéma et audiovisuel" 2024 et 2025 de la Collectivité de Corse, participation à différentes tables rondes dédiées à un projet de création de studio d'animation et organisées par l'association Una Volta...

## Cosmétologie

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	1	2	5	0
RÉALISÉS NB	1	2	39	8
%	100	100	780	N/A

### Analyse Qualitative

- **Les industries cosmétiques corses misent sur la biodiversité insulaire et les savoir-faire traditionnels pour créer des produits naturels, innovants et respectueux de l'environnement.** Bien que le secteur reste de petite taille, il se développe et bénéficie d'une visibilité croissante, notamment grâce aux huiles essentielles insulaires reconnues pour leurs propriétés.

- Pour aider les entreprises à répondre aux défis liés à la réglementation, aux coûts insulaires et à l'innovation, l'Agence de Développement Économique de la Corse a mis en œuvre plusieurs actions en 2025, notamment:

**La réalisation d'un diagnostic quantitatif et qualitatif de la filière.** Corsica Statistica a publié une étude dédiée à la cosmétologie en octobre: "Les industries cosmétiques et la production d'huiles essentielles en Corse".

**Le lancement d'un Appel à projet "Cosmetica 2025"**. Celui-ci visait à promouvoir une cosmétique innovante, durable et identitaire avec un budget d'intervention prévisionnel de 200 000 €. Le lancement de l'AAP ayant été réalisé en octobre, aucun dossier de demande d'aide n'a pu être présenté au Bureau de l'ADEC avant fin 2025. Néanmoins, 13 demandes ont été reçues et sont en cours de traitement pour un montant d'aide potentiel de 304 000 €.

**L'organisation de la "Ghjurnata di a Cosmetica in Corsica"**. Cet événement s'est tenu à Corti le 23 octobre. Il a été organisé

en partenariat avec le pôle de compétitivité Innov'Alliance ainsi que la participation de Cosmed. La journée a été ponctuée d'ateliers et de rendez-vous B2B destinés à présenter aux acteurs de la filière les dispositifs de financement de l'ADEC, ainsi que les accompagnements proposés par Innov'Alliance. Deux ateliers thématiques ont également été organisés, portant sur les évolutions de la réglementation en cosmétique et sur l'économie circulaire, à travers les enjeux et les bonnes pratiques à l'échelle de l'ensemble de la chaîne de valeur. L'événement a rassemblé 40 participants.

## Industries aéronautiques

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	0	2	4	0
RÉALISÉS NB	0	2	24	0
%	N/A	100	600	N/A

#### ► L'industrie aéronautique

Depuis le début des années 1980, la Corse dispose d'un cluster aéronautique implanté à Aiacciu. Cet écosystème, spécialisé notamment dans les matériaux composites appliqués à l'aéronautique, constitue la base du Pôle des Industries Aéronautiques Corse (PIAC) et emploie près de 300 personnes. Il s'est développé autour d'une entreprise emblématique, Corse Composites Aéronautiques (CCA), reconnue pour le développement de pièces complexes en matériaux composites destinées à l'aéronautique. Parmi ses actionnaires figurent des acteurs majeurs du secteur, tels qu'Airbus, Dassault Aviation, Safran et Latécoère.

► Pour aider les entreprises du PIAC et renforcer la structuration de la filière

aéronautique en Corse, tout en accompagnant son développement technologique et son rayonnement commercial, l'Agence de Développement Économique de la Corse a mis en œuvre plusieurs actions en 2025, notamment :

**L'accompagnement du projet collectif « Promotion, développement et animation de la filière aéronautique corse »**, porté par le PIAC sur la période 2025-2027, s'appuie sur les priorités partagées et les besoins spécifiques des entreprises membres : il vise à renforcer la visibilité internationale et l'attractivité des entreprises de la filière, dont l'activité est majoritairement tournée vers l'export, tout en accompagnant leur transformation industrielle et numérique. Le projet s'inscrit notamment dans le cadre du référentiel

européen AeroExcellence, afin d'améliorer la performance et la robustesse opérationnelle des entreprises, et comprend également l'animation, la représentation et la gestion du pôle, au service de la structuration et du développement durable de la filière aéronautique corse.

**Le budget prévisionnel d'intervention s'élève à 600 000 €, dont une aide de 200 000 € prévue pour la première année.**

**L'accompagnement du projet individuel « Sécurisation des installations industrielles et développement des surfaces de produc-**

**tion secteur moulage »,** porté par l'entreprise Performance Composites Méditerranée (PCM), membre du PIAC. Créée en 2005 et installée à Tavaco depuis 2008, la SARL PCM est spécialisée dans les métiers de la mise en œuvre des matériaux composites haute performance. Le projet consiste à moderniser l'entreprise afin d'améliorer l'efficacité écologique et la sécurité de ses installations, d'accroître ses rendements et de répondre aux contraintes normatives imposées par ses parties prenantes.

**Le budget prévisionnel d'intervention s'élève à 130 602,15 €.**

## Innovation

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	1	10	5	5
RÉALISÉS NB	1	10	37	29
%	100	100	740	580

#### Chiffres clés:

- Participations de l'ADEC aux événements de l'écosystème: 18

### Analyse Qualitative

► **Animation de l'écosystème et accompagnement des projets innovants**

► À travers différents cadres stratégiques, du « Schéma de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation » (SRDEII) en passant par la « Stratégie de Spécialisation Intelligente 2021-2027 », la Collectivité de Corse a élaboré de véritables feuilles de route qui témoignent du rôle central accordé à l'innovation, présentée comme un facteur de compétitivité et un moteur de transformation du territoire.

► Le renforcement de la compétitivité des entreprises insulaires et leur capacité à s'adapter sont des objectifs qui ne peuvent être atteints sans véritable culture de l'innovation. C'est pourquoi l'innovation irrigue une partie des politiques de l'ADEC; ce qui se traduit notamment par des partenariats:

► L'ADEC soutient l'incubateur d'entreprises innovantes « **Inizià** » dans le cadre d'une Convention de partenariat prévoyant une dotation annuelle maximale de 700 667 €.



En soutenant l'incubation des projets innovants, l'Agence apporte en plus d'un soutien financier, un cadre d'accompagnement qui augmente les chances de pérennisation des startups locales. Outre le volet financier, opéré via la CDC, l'ADEC joue un rôle d'animation de l'écosystème et est également impliquée dans les comités de suivi et de sélection (COSS) des entreprises incubées.

► L'ADEC soutient également la **Fondation de l'Université de Corse** (cf. page « partenariat » avec l'Université de Corse)

En 2025, l'Agence a poursuivi son engagement en faveur de l'innovation en accompagnant les entreprises dans leur développement et en contribuant à la structuration d'un écosystème innovant, à l'échelle insulaire, française et européenne.

L'Agence a également coorganisé et participé à plusieurs événements dédiés à l'innovation, contribuant à la diffusion d'une culture de l'innovation.

L'ADEC a participé au Worldskills, la compétition des métiers, dans la catégorie « challenge entrepreneurial », dans le but de donner envie aux étudiants d'entreprendre et d'innover.

Sur le plan européen, l'ADEC assure la mise en œuvre du projet « CIIRCLE », un projet visant à créer un réseau européen de l'innovation. Une opportunité pour la Corse de pouvoir échanger des bonnes pratiques transnationales (découverte de modèles innovants), de renforcer l'image de l'île comme celle d'un « territoire innovant »,

de recenser les startups présentes au sein des territoires partenaires du projet (130 entreprises insulaires recensées) et de faciliter la mise en réseau. L'événement de lancement du projet a eu lieu à Gènes en octobre 2025 et un événement de présentation du projet CIIRCLE s'est tenu en Corse, en décembre 2025, afin de favoriser l'appropriation locale de ces enjeux.

Toujours dans le but de promouvoir l'innovation auprès des entreprises locales, chaque année l'ADEC, en partenariat avec Inizià, accompagne des startups corses au plus grand salon d'innovation d'Europe, Vivatech. Une réelle opportunité pour ces dernières de se faire connaître, d'attirer de futurs clients/investisseurs et de vivre une expérience collective avec d'autres startups insulaires. En 2025, 14 entreprises ont été accompagnées soit une cinquantaine de startups toutes années confondues.



▲ L'ADEC, en partenariat avec Inizià, accompagne des startups corses au plus grand salon d'innovation d'Europe, Vivatech

L'Agence joue par ailleurs un rôle d'expertise et d'appui aux politiques publiques d'innovation, en formulant, pour la Collectivité de Corse, un avis consultatif sur l'ensemble des dossiers relevant du PIA4, contribuant ainsi à l'évaluation et à l'orientation des projets relevant pour partie des filières et pour l'autre de l'innovation.



Enfin, plusieurs types de financement peuvent être mobilisés par l'ADEC pour soutenir des entreprises innovantes: le « Régime RDI » et le « Pattu Innovazione ». Ce dernier permet de proposer des aides à la phase d'amorçage ou au démarrage de

l'innovation, à la phase de développement de l'innovation et aux projets de R&D privée et d'innovation structurants.

**En 2025, le soutien à l'innovation, via ces deux dispositifs, a représenté un montant de 959 185 euros.**

## Numérique

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	1	5	5	5
RÉALISÉS NB	1	4	25	18
%	100	80	500	360

#### Chiffres clés:

- Participations de l'ADEC aux événements de l'écosystème: 13

### Analyse Qualitative

- ▶ **Sensibiliser les entreprises du territoire à la cybersécurité**
- ▶ *Dès l'adoption du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Corse (SDTAN) - Smart'Isula, la Collectivité de Corse a identifié les enjeux relatifs à la cybersécurité comme étant prioritaires. Par conséquent, plusieurs pistes d'actions ont été définies: « soutenir les initiatives dans les secteurs cyber... » (action 88) et « offrir un soutien opérationnel aux territoires en matière de cybersécurité » (action 162).*
- ▶ Dans un contexte de transition numérique du territoire et de montée du risque cyber, l'orientation stratégique de la Collectivité de Corse s'est traduite, en 2024, par la création du CSIRT CyberCorsica, un centre territorial de réponse aux incidents de cybersécurité. L'ADEC a collaboré avec le CSIRT, participé aux diverses instances et communiqué sur ses missions en mettant en place

notamment des sessions de sensibilisation à la cybersécurité à destination des agents de l'ADEC.

Se préparer à faire face à des cyberattaques de nature et de source différentes constitue une nécessité pour les entreprises du territoire. C'est pourquoi, l'ADEC a renforcé en 2025 son action en matière de cybersécurité. En effet, l'Agence a coorganisé et participé à plusieurs événements dédiés au numérique, contribuant ainsi à la diffusion des bonnes pratiques auprès des entreprises.

Un temps fort de l'année a été la contribution à l'événement Rempar 25 organisé le 18 septembre 2025 par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) en partenariat avec de nombreuses institutions dont l'ADEC. Cet exercice cyber massifié, déployé à l'échelle nationale, a réuni une quarantaine de participants en Corse et avait pour objectif d'anticiper la gestion



d'une crise cyber en entreprise. Tous territoires confondus, 5 000 joueurs ont été mis en conditions réelles de gestion de crise cyber. À travers cet événement de grande ampleur, l'Agence a affirmé son rôle d'accompagnement et de sensibilisation des acteurs économiques.

Enfin, compte tenu de l'importance de la cybersécurité pour la compétitivité des entreprises insulaires, l'ADEC soutient, dans le cadre de son partenariat avec l'Université

de Corse, la création et le déploiement d'une certification intitulée « Les enjeux du numérique et de la cybersécurité ». Le but est de proposer, aux acteurs insulaires (entreprises, institutions, étudiants...), une certification de haut niveau, en matière de cybersécurité. Deux agents ont d'ailleurs suivi et obtenu cette certification, renforçant ainsi l'expertise interne et la capacité de l'ADEC à accompagner les entreprises sur ces enjeux.

## Silver Économie

### Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	2	5	5	5
RÉALISÉS NB	2	5	30	18
%	100	100	600	360

#### Chiffres clés:

- Participations de l'ADEC aux événements de l'écosystème: 11

#### Analyse Qualitative

- ▶ **La Silver Économie: un levier d'innovation technologique et social**
- ▶ Dans un contexte de vieillissement marqué de la population, la Corse est concernée au premier titre par le développement de la silver économie considérée par le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) comme un écosystème à très fort potentiel pour la Corse. La silver économie constitue à la fois un levier d'innovation technologique et sociale, de transformation territoriale, de création d'emplois et d'adaptation des services aux évolutions démographiques. En tant qu'opérateur économique chargé de la mise en œuvre du SRDEII, l'ADEC poursuit en

2025 son engagement en faveur du développement de cet écosystème.

- ▶ L'ADEC travaille à sa structuration, notamment en apportant son soutien à des projets à forte valeur ajoutée pour le territoire. Son action vise à encourager l'innovation en faveur du bien vieillir et à fédérer les acteurs autour de cet enjeu. Une feuille de route dédiée à la silver économie a ainsi été déployée autour de plusieurs axes: le recensement des acteurs, l'identification des besoins des entreprises du secteur, la création de conditions favorables à l'émergence et au développement de ces entreprises, l'accompagnement des porteurs de projets et la communication sur les enjeux du bien vieillir.

Dans cette logique, l'ADEC a coorganisé et participé à plusieurs événements dédiés à la silver économie, contribuant ainsi à la valorisation d'initiatives locales.

Le 14 octobre 2025, s'est tenue la journée du bien vieillir en Corse, dans le cadre de la Chaire Mutation et Innovation Territoriale (MIT) de la Fondation de l'Université de Corse en partenariat avec la Collectivité de Corse, l'ADEC, le Gérontopôle de Corse, la Banque des Territoires et le Groupe La Poste. Cet événement a été l'occasion, pour un large réseau d'acteurs, d'échanger sur les défis liés au vieillissement de la population à travers des conférences d'experts locaux et internationaux (présence du Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale (CREGÉS du Québec), d'intervention de chercheurs mais aussi de tables rondes thématiques. Outre la dimension « regards croisés », l'ADEC a souhaité mettre en avant les projets d'entreprises locales agissant en faveur du bien vieillir sur l'île.



L'Agence a également entrepris un travail de recensement des entreprises et porteurs de projets de la silver économie avec le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), créé en co-construction avec le Gérontopôle : 14 porteurs de projets/entreprises ont été identifiés à l'issue de cet AMI.

L'ADEC est également partenaire opérationnel du Projet de Coopération Décentralisée Corse-Québec, dont la Collectivité de Corse est chef de file.



Ce projet associe des acteurs académiques, économiques et institutionnels des deux territoires autour de la co-construction de solutions en faveur du bien vieillir. Dans ce cadre, l'agence a accompagné 3 entreprises lors d'une mission économique qui s'est déroulée en décembre 2025 à Québec. Ce déplacement a également été l'occasion de pouvoir échanger des bonnes pratiques avec les partenaires québécois et de présenter une étude croisée Corse-Québec démontrant les enjeux communs auxquels sont confrontés ces deux territoires en matière de bien vieillir.

Ainsi cette mission avait une double ambition : structurer une coopération internationale opérationnelle sur la silver économie et générer des retombées économiques concrètes pour les entreprises corses innovantes du secteur AgeTech.

Enfin, dans le cadre de la Convention de partenariat avec la Fondation de l'Université de Corse, un projet pédagogique étudiant a été élaboré autour de la thématique de la silver économie, contribuant à sensibiliser les futurs professionnels, à rendre la filière plus attractive chez les plus jeunes et à nourrir la réflexion sur les innovations dans le secteur.

# Nautisme

## Analyse quantitative

	Fichiers de données / Études	Actions / Dispositifs	Contacts	Réunions
OBJECTIFS NB	1	0	4	2
RÉALISÉS NB	0	0	6	3
%	N/A	N/A	150	150

### Analyse Qualitative

#### ► Nautisme et économie bleue : une action poursuivie en 2025

En 2025, l'ADEC a poursuivi son engagement en faveur du nautisme et de l'économie bleue, à travers l'accompagnement d'entreprises, un travail de structuration de filière et une approche territorialisée du développement économique.

#### ► Accompagnement des entreprises

En 2025, plusieurs entreprises du nautisme et de l'économie bleue ont été accompagnées par les dispositifs génériques portés par l'ADEC, dans une logique de soutien aux projets, de développement économique et de structuration des activités.

#### ► Chiffres clés 2025 :

► 8 entreprises accompagnées dans le cadre de l'AAP Mare pour 894 044 €

► 2 dossiers accompagnés dans le cadre de CRESCE pour 263 963 €

► 2 dossiers accompagnés dans le cadre de IMPRESA SI pour 139 802 €

Au total, près de 13 % des interventions de l'ADEC ont concerné en 2025 les acteurs du nautisme et de l'économie bleue, un ratio comparable à celui observé en 2024.

#### Structuration de la filière nautique

Des échanges réguliers et des réunions de cadrage ont été menés avec la Fédération

des Industries Nautiques autour du projet de partenariat proposé en mars 2025.

À la suite des orientations rappelées en octobre 2025 par le Président de l'ADEC auprès du Président de la FIN, le partenariat a été recentré sur un accompagnement sur mesure des entreprises, le soutien aux activités productives exercées à l'année, l'emploi durable, la formation et la transition environnementale.

#### Nautisme, économie bleue et développement territorial

Le nautisme et l'économie bleue occupent une place croissante dans les stratégies de développement de plusieurs territoires, comme le Sartenais Valincu, la CAPA et plus particulièrement l'Extrême Sud de la Corse, qui s'intéressent à ces filières comme leviers de diversification économique et de valorisation durable du littoral.

Dans ce cadre, l'ADEC accompagne aussi ces territoires dans la réalisation de différents projets, en intégrant les enjeux économiques, environnementaux et d'aménagement liés aux activités nautiques et littorales (SCOT, Soutien à l'animation des tiers lieux : pépinière d'entreprises/ZA...)

#### Coopérations environnementales

En parallèle, des échanges ont été engagés avec l'Office de l'Environnement de la Corse afin de contribuer à la réalisation d'un DOCOB Natura 2000 dans l'Extrême Sud, en lien avec les enjeux de préservation des écosystèmes et les usages nautiques.

# i territori, attori maestri di l'azioni economica

## *Les territoires, comme échelon clé de l'action économique*

La territorialisation des actions de l'ADEC, menée en partenariat avec l'ensemble des EPCI de Corse, s'est affirmée en 2025 comme un axe structurant de l'action économique. Les territoires constituent désormais un échelon clé pour adapter les politiques publiques aux réalités locales et accompagner des projets opérationnels. En 2025, l'ADEC a maintenu sa présence en soutenant des dynamiques locales structurantes dans toute la Corse et en contribuant à la mise en œuvre de stratégies territoriales ambitieuses dans la transition économique, l'emploi ou l'innovation locale.

### Une **dynamique territoriale** inscrite dans la **durée**

Inscrite dans le cadre stratégique du SRDEII, la territorialisation de l'action économique vise à bâtir une relation de proximité et de confiance entre la CdC/ADEC et les territoires. Après une phase de déploiement marquée par la signature progressive des conventions territoriales, l'année 2025 a permis de consolider cette dynamique, même si trois conventions demeurent en cours d'élaboration. Les objectifs restent constants: renforcer la cohérence de l'action publique, adapter les dispositifs aux spécificités locales et accompagner les dynamiques de développement.

### Une **action recentrée** sur l'**opérationnel** territoire par territoire

En 2025, l'intervention de l'ADEC auprès des territoires s'est traduite par l'accompagnement de projets concrets, répondant à des enjeux clairement identifiés à l'échelle locale.

**SARTINESU - VALINCU - TARAVU:**  
Structuration de l'accueil des entreprises et renforcement de l'ingénierie locale.

L'ADEC a soutenu la finalisation de la structure d'accueil « Tarra », destinée à renforcer l'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises locales. Ce projet prend la forme d'une pépinière/hôtel d'entreprises, complétée par des espaces de coworking, des salles de réunion et de formation.

#### **EXTRÊME SUD: Planification et mobilisation du foncier au service du développement.**

L'appui de l'ADEC à la réalisation du SCOT a permis d'intégrer les enjeux économiques, fonciers et d'aménagement dans une démarche de planification structurante. L'action a également permis de soutenir la création d'une bourse des locaux destinée à identifier les disponibilités immobilières pour les acteurs économiques.

#### **PIÈVE DE L'ORNANO: Diagnostic économique prospective et partagé.**

L'ADEC a accompagné la réalisation d'un diagnostic territorial visant à objectiver les besoins économiques et à prioriser les actions à engager. Ce travail vise à aider les élus à construire une stratégie claire, prospective et des indicateurs de suivi du développement économique du territoire.

#### **SPELUNCA-LIAMONE: Concrétisation de la convention différée.**

Un travail étroit a été mené avec l'EPCI autour du plan d'action, notamment sur un projet de halle couverte dédié à la valorisation des circuits

courts et au développement des filières agricoles, artisanales et commerciales. La signature de la convention a été reportée au début 2026.

#### **CAPA: Stabilisation juridique et poursuite des travaux de structuration industrielle.**

La mise en œuvre de la convention s'est heurtée à des problématiques juridiques liées à la délégation de compétence de la CAPA pour certaines actions auprès de la SPL M3E. Un travail de stabilisation du périmètre et de l'éligibilité est en cours. En 2025, L'ADEC a participé aux travaux du programme Territoires d'Industrie pour la CAPA et demeure dans l'attente d'un retour sur la sécurisation de la convention.

#### **CELAVU PRUNELLI: Planification économique et mobilisation d'une compétence nouvelle.**

L'ADEC a contribué et animé les échanges de l'atelier « Économie et Services » dans le cadre du PLUi menés par l'EPCI du Celavu Prunelli. Une actualisation des données économiques du territoire a été réalisée à cette occasion. La compétence partagée de soutien aux entreprises en difficulté a été mise en œuvre pour accompagner la restructuration d'une entreprise industrielle clé de la filière bois.

#### **ALTA-ROCCA: Projet structurant en attente de mise en œuvre.**

Le projet d'adaptation de la halle des producteurs, destiné à un usage annuel, a connu des retards dans son déploiement. Ce projet reste un levier important de soutien aux producteurs et artisans locaux et de redynamisation des zones rurales toute l'année.

#### **CASTAGNICCIA-CASINCA: Prêt vers un développement territorial maîtrisé.**

Après une phase d'étude et de définition stratégique, le cadre contractuel a été signé le 6 mars 2025. L'EPCI s'est mobilisé sur les enjeux liés au changement climatique et a intégré l'expérimentation « Fabrique des prospectives 2025 ». Cette montée en puissance constatée crée une dynamique dans différents projets qui seront précisés en 2026

#### **PASQUALE PAOLI: Une ambition affichée mais**

#### **une concrétisation différée.**

Plus grand territoire intercommunal de Corse, cet EPCI fort de ses 42 communes, a marqué sa volonté de dynamiser son territoire sur le plan culturel, social et touristique. La communauté de communes a affiché une forte ambition en matière de développement culturel, social et touristique. Les déclinaisons opérationnelles de la convention signée en mars 2025 ont toutefois connu des retards et restent à concrétiser en 2026.

#### **CENTRE CORSE: Valorisation et soutien du commerce de proximité.**

L'ADEC a poursuivi son soutien à la valorisation des produits locaux, notamment à travers le marché des producteurs de Vizzavona. Une attention particulière a été portée au commerce de centre-ville, avec un appui à un dispositif de rénovation intégrée.

#### **COSTA VERDE: une priorité affirmée en faveur de l'emploi et de l'inclusion.**

2025 se caractérise avant tout par la mise en œuvre effective de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD). Portée par une mobilisation collective des acteurs publics, économiques et associatifs, cette initiative vise à garantir un accès pérenne à l'emploi aux personnes durablement privées d'activité. Elle s'appuie sur l'identification des besoins sociaux, environnementaux ou économiques du territoire, jusque-là peu ou pas, couverts par l'initiative privée et donc non concurrentiels. Au-delà de la seule question de l'emploi, ce projet de société contribue à renforcer la cohésion sociale, à redonner confiance aux personnes concernées et à dynamiser l'économie locale. En transformant les dépenses liées au chômage en investissements utiles au territoire, l'expérimentation ouvre la voie à un modèle plus inclusif de développement local.

Par son accompagnement, l'ADEC confirme son engagement en faveur de l'innovation sociale et du développement d'initiatives territoriales créatrices d'emploi.

#### **FIUM'ORBU-CASTELLU: Mise en œuvre du diagnostic territorial.**

L'accompagnement s'est poursuivi autour de la mise en œuvre du diagnostic territorial, à travers des permanences économiques et des échanges réguliers avec le bureau d'études et les équipes de l'EPCI.

**ORIENTE : Une stratégie d'avantage tournée vers le tourisme et l'agriculture.**

Les projets de port-abri du Tavignanu et de réhabilitation du site thermal de Puzzichellu n'ont pas pu être engagés en 2025 en raison de leur complexité. Ils demeurent à l'étude.

**MARANA-GOLO : Programmation respectée et des réalisations concrètes.**

Les préconisations du diagnostic territorial ont été traduites en actions concrètes en 2025. L'objectif était de renforcer les liens entre les entreprises locales et identifier les problématiques récurrentes auxquelles elles sont confrontées. Plusieurs actions structurantes ont été engagées : dispositif PROPULSE, organisation de la deuxième édition de la Brocante aux matériaux (engagement dans l'économie circulaire), tenue régulière des Cafés de l'éco...

**CAP-CORSE : Une volonté réaffirmée de renforcer les orientations stratégiques.**

2025 n'a pas permis des réalisations effectives mais on sait que les mobilisations des différents acteurs sur un territoire aussi morcelé est difficile et produit un décalage chronologique.

**CALVI-BALAGNE : Une ambition stratégique et un partenariat pérenne.**

L'ADEC a poursuivi son appui à la stratégie territoriale, notamment sur les enjeux de mobilité dans la zone d'activités de Cantone. Un développeur économique, recruté avec l'appui de l'ADEC, est désormais statutairement consolidé.

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE BASTIA : Renforcement des synergies territoriales.**

La stratégie engagée depuis 2024 a été

consolidée en 2025, notamment à travers l'étude foncière conduite avec Marana-Golo, illustrant la complémentarité des dynamiques territoriales qui se traduit également dans la participation au dispositif Territoires d'Industrie.

**ÎLE-ROUSSE-BALAGNE : Structuration des compétences et soutien à l'agro-pastoralisme.**

Le territoire a poursuivi la structuration de ses compétences, notamment à travers un projet agro-pastoral intercommunal visant à soutenir une filière structurante de l'économie locale.

**NEBBIU-CONCA D'ORU : Approche progressive vers la contractualisation.**

L'EPCI, soucieux de mobiliser au mieux ses ressources humaines et financières a jugé nécessaire d'adopter une approche itérative permettant de maîtriser les dispositifs en cours avant de donner une pleine efficacité au partenariat CdC/ADEC. En 2025, cette approche progressive est toujours de mise.

## Entreprises en difficulté : une nouvelle étape de la territorialisation

L'année 2025 marque une étape importante avec l'intégration de la compétence « entreprises en difficulté » au niveau des EPCI. Cette évolution renforce la capacité de détection des fragilités économiques et la réactivité des interventions, au plus près des réalités locales. Cette territorialisation s'est déjà concrétisée par le soutien à la restructuration économique d'une entreprise structurante via une avance remboursable mobilisée fin 2025 par la CdC et l'EPCI concerné. Il s'agit d'un partenariat inédit en Corse au service du maintien de l'activité productive et de l'emploi local.

## Animation, ingénierie et dialogue territoriale

Au-delà des projets accompagnés, l'ADEC a poursuivi un travail d'animation territoriale. Les permanences économiques, les échanges réguliers avec les équipes des EPCI et la participation aux démarches de planification ont contribué à une meilleure appropriation des dispositifs et à une harmonisation accrue de l'action économique.

## Conclusions et perspectives

En 2025, la territorialisation de l'action de l'ADEC s'est traduite par la poursuite d'un accompagnement opérationnel des EPCI, à travers des aides financières, de l'ingénierie et un appui à la structuration des projets locaux.

Au total, les aides octroyées aux territoires en 2025 représentent un montant de **405 326,53 €**, reflétant l'engagement de l'ADEC en faveur d'un développement économique équilibré et adapté aux réalités locales.

INDICATEURS	Objectifs 2025	Cumul à fin 2025
Nombre de territoires contractualisés (conventions signées, plans d'action validés) (*)	19	15
Nombre de fichiers de données/études produits ou actualisés (*)	19	27
Nombre de plans d'action actualisés et suivis	19	15
Budget alloué aux plans d'actions et dispositifs	1,9 M€	405 326,53 €
Nombre de contact établis	58	55
Nombre de réunions organisées	54	40

(\*) Indicateurs à considérer sur la période 2024-2025 afin d'en assurer la pertinence

Par une présence et un dialogue continue, des partenariats renforcés et un appui technique ciblé, l'ADEC a créé les conditions d'un développement territorial cohérent, durable et partagé.

L'ADEC confirme ainsi son rôle de moteur et de facilitateur du développement territorial. L'année 2026 devrait permettre de déployer plus en profondeur cet accompagnement, avec pour objectif la finalisation et la signature des dernières conventions territoriales, afin de lier l'action économique et le maillage territorial.

# Gestioni di a cullaburazioni cù i Camari Cunsulari

## *Gestion du partenariat avec les Chambres consulaires*

Un partenariat n'est véritablement fructueux que s'il s'appuie sur la complémentarité et la cohérence de ses acteurs.

S'il appartient à l'ADEC, sous l'égide de la CdC, de contribuer à la définition des politiques sectorielles dans le domaine du développement économique territorialisé dans ses différents aspects, les chambres consulaires sont plus qu'un relais, elles ont une connaissance directe du tissu économique, des attentes et des besoins des différentes entreprises suivant leur typologie, et sont donc à même non seulement d'enrichir la réflexion mais également de permettre une mise en œuvre efficace des politiques publiques adaptées et de participer à leur bonne gouvernance.

Il ne s'agit donc pas uniquement d'un partenariat financier, certes indispensable, mais véritablement d'une co-construction et d'une co-mise en œuvre technique associant les services des chambres et les ceux de l'ADEC.

2025 enregistre une augmentation des crédits mis en œuvre, passant de 324 000 € à 360 000 € pour la CCIC et de 87 000 € à 115 000 € pour la CMAR. Cet effort traduit l'importance des soutiens accordés à des axes jugés prioritaires.

### le partenariat avec la CCIC

Axes de la convention d'objectifs et de moyens avec la CCIC	Budget prévisionnel	Part CCIC	Part ADEC	Intensité aide ADEC
Soutien au développement d'une économie durable de production	105 000 €	52 500 €	52 500 €	50%
Soutien à l'économie de proximité	410 000 €	205 000 €	205 000 €	50%
Soutien aux projets de développement territorial	65 000 €	32 500 €	32 500 €	50%
Accompagnement des entreprises dans les multiples transitions	100 000 €	50 000 €	50 000 €	50%
Contribution à l'internationalisation de l'économie corse et aux démarches à l'export	40 000 €	50 000 €	50 000 €	50%
<b>TOTAL</b>	<b>720 000 €</b>	<b>360 000 €</b>	<b>360 000 €</b>	<b>50%</b>

En 2025, le partenariat entre la CCI de Corse et l'ADEC a permis un déploiement efficace et harmonisé des actions économiques sur l'ensemble du territoire, avec un haut niveau de proximité et des résultats significatifs. Plus de **15 000 entreprises** ont été informées, **3 078 accompagnées**, et près d'une centaine d'actions collectives ont été menées.

- ▶ Sur l'axe 1, La CCI a maintenu un service public gratuit d'assistance aux formalités avec 3 078 entreprises accompagnées, 1 064 formalités, plus de 400 titres professionnels délivrés, et 31 diagnostics cybersécurité offrant une base solide pour les outils d'accompagnement futurs.

- ▶ Sur l'axe 2, la dynamique commerciale locale a été largement soutenue puisque 25 associations de commerçants ont été aidées (1 084 adhérents), plus de 260 000 € d'aides directes à l'animation économique et 13 opérations territoriales financées.  
Le Salon IMPRESA a confirmé son rôle structurant avec 600 visiteurs et 39 partenaires.
- ▶ La territorialisation du SRDEII portée dans l'axe 3 a été renforcée grâce à 10 conventions avec les EPCI, 36 réunions territoriales, 52 permanences économiques et plus de 8 600 entreprises informées, 116 porteurs de projet ont été orientés vers les outils financiers régionaux.
- ▶ Les transitions numériques, environnementales et organisationnelles de l'axe 4 ont été soutenues via 12 000 entreprises sensibilisées, 18 webinaires, 71 diagnostics spécialisés et 43 accompagnements d'entreprises en difficulté, contribuant à sécuriser les trajectoires économiques.

L'ouverture à l'international a été consolidée dans le cadre de la Team France Export avec 77 rendez-vous export, 65 national et la participation à 19 projets INTERREG, dont VIA MARE et CIIRCLE, portés avec l'ADEC.

**L'année 2025 illustre un partenariat CCI-ADEC performant, structurant et visible sur tout le territoire, contribuant à la compétitivité des entreprises et au développement économique de la Corse.**

## le partenariat avec la CMAR

Axes de la convention d'objectifs et de moyens avec la CMAR	Budget prévisionnel	Part CRMA	Part ADEC	Intensité aide ADEC
Appui aux territoires et aux EPCI	50 000 €	25 000 €	25 000 €	50%
Accompagnement à la transition numérique et environnementale	80 000 €	40 000 €	40 000 €	50%
Promotion des produits et des territoires	100 000 €	50 000 €	50 000 €	50%
<b>TOTAL</b>	<b>230 000 €</b>	<b>115 000 €</b>	<b>115 000 €</b>	<b>50%</b>

- ▶ Sur l'axe 1, la CMAR, accompagne directement les dynamiques locales et soutient les communautés de communes dans leurs stratégies économiques : 8 conventions signées, 2 en cours de ratification et 4 en négociation.  
19 réunions de terrain CRESCE et plus de 40 entreprises accompagnées dans ce cadre.
- ▶ L'axe 2 traduit une transition numérique ambitieuse et largement diffusée, 2000 entreprises informées, 43 diagnostics numériques réalisés, 30 plans d'actions individualisés pour améliorer la visibilité, le e-commerce, la cyber sécurité ou l'organisation interne.  
Sur le plan environnemental, la CMAR contribue à verdir l'économie artisanale en apportant expertise et outils concrets.
- ▶ L'axe 3 par le rayonnement majeur des savoir-faire grâce à la promotion des produits et des territoires, est un vecteur fort d'identité économique : participation remarquée au Salon Made in France, appui aux EPCI, soutien aux filières identitaires, structuration des démarches de transmission et prévention des difficultés.

**Ensemble, CMAR et ADEC contribuent à faire de l'artisanat un pilier économique et identitaire de la Corse, tout en accompagnant sa transition vers les enjeux de demain.**

# L'ingegneria finanziaria strumentu indispinsevuli pà l'azzioni economica

*L'ingénierie financière, un instrument indispensable pour l'action économique*

**2025, l'année  
où l'ADEC s'affirme  
comme l'investisseur public  
de référence**

L'année 2025 marque une séquence particulièrement structurante pour les instruments financiers portés par l'Agence de Développement Économique de la Corse. Au-delà des opérations de clôture des fonds cofinancés par le programme FEDER 2014-2020 et de la mise en œuvre efficiente des dispositifs par les gestionnaires placés sous la supervision de l'ADEC, l'Agence a engagé une évolution significative à travers l'actualisation de la politique d'ingénierie financière de la Collectivité de Corse en direction du tissu économique. Celle-ci prévoit un programme d'action de re-dotation de fonds à hauteur de 54 M€ pour la période 2025-2030, dont 85 % ont d'ores et déjà été déployés dès 2025 auprès de gestionnaires et sont désormais opérationnels sous forme de prêts aux transitions, prêts de trésorerie, prêts d'honneurs et garanties pour les entreprises ainsi que pour les acteurs du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire.

***Cette dynamique soutenue, conjuguée à la formalisation par l'Agence d'une Programmation Pluriannuelle des Investissements en Instruments Financiers, affirme pleinement l'ADEC comme l'investisseur public de référence au service des entreprises corses et du développement économique du territoire.***

## Une clôture des fonds cofinancés par le programme FEDER 2014-2020

L'année 2025 a été marquée par la finalisation des opérations de clôture des instruments financiers cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER) au titre de la programmation 2014-2020. Ces travaux ont porté sur la sécurisation juridique, financière et administrative des dispositifs concernés, en lien étroit avec l'autorité de gestion Collectivité de Corse et les gestionnaires financiers.

Les opérations de clôture ont permis de consolider les résultats obtenus sur la période, d'assurer la conformité des dépenses engagées et de prévoir la bonne restitution à venir des soldes disponibles. Cette étape a également contribué à tirer les enseignements nécessaires en matière de sécurisation juridique, de performance, d'effet levier et d'adéquation des outils financiers aux besoins des entreprises corses.

## Une mise en œuvre efficiente des dispositifs par les gestionnaires placés sous la supervision de l'ADEC

En 2025, l'Agence a poursuivi la supervision des gestionnaires en charge de la mise en œuvre des instruments financiers. Une attention particulière a été portée à la qualité de la gestion opérationnelle, au respect des cadres contractuels et réglementaires, ainsi qu'au suivi des indicateurs de réalisation.

Les échanges réguliers avec les gestionnaires ont permis d'optimiser les processus d'instruction, de renforcer la traçabilité des opérations et d'assurer une mobilisation efficace des fonds au bénéfice des porteurs de projets. Cette coordination a contribué à maintenir un niveau satisfaisant de déploiement des instruments financiers et à sécuriser leur impact économique sur le territoire.

## Les chiffres clefs 2025 de la mise en œuvre des instruments financiers

- ✓ Nombre de dossiers engagés: **255**
- ✓ Montant engagé par les instruments financiers: **7 315 500 €**
- ✓ Montant total des cofinancements: **34 534 566 €**
- ✓ Effet de levier: **4,39**
- ✓ Nombre d'emplois créés: **265,5**
- ✓ Nombre d'emplois consolidés: **537**
- ✓ Part des dossiers engagés, ramenés au nombre d'entreprises employeuses sur les territoires
  - CAPA et CAB: **1,32 %**
  - Corse hors CAPA et CAB: **1,39 %**
  - Totalité de la Corse: **1,37 %**

Dans le détail, la répartition des interventions est la suivante:

Libellé	valeur pour les opérations réalisées en 2025	ADIE	CADEC	CAPI	FQ
Nombre de dossiers engagés	255	153	59	42	1
Montant engagé par les instruments financiers	7 315 500 €	550 500 €	5 689 000 €	451 000 €	625 000 €
Montant total des co-financements	34 534 566 €	642 410 €	16 463 316 €	3 553 840 €	13 875 000 €
Effet de levier	4,39	1,17	4,61	7,42	4,00
Nombre d'emplois créés	265,5	132	61	72,5	-
Nombre d'emplois consolidés	537	48	446	-	43

Rapportées au nombre de structures employeuses, les interventions des instruments financiers en direction des entreprises et porteurs de projets réalisées en 2025 sont plus fréquentes en zone rurale et de montagne que dans les deux communautés d'agglomérations de l'île. Cette intensité d'intervention traduit une mobilisation particulièrement forte de ces instruments financiers au service des territoires ruraux et de montagne, où ils jouent un rôle clé dans le soutien à la création, au développement et à la pérennisation des entreprises. Elle souligne également la capacité de ces dispositifs à répondre de manière fine et adaptée aux besoins spécifiques du tissu économique rural, contribuant ainsi au renforcement de l'attractivité, de la résilience et de l'habitabilité de ces territoires.

## Une actualisation de la politique d'ingénierie financière 2025-2030 déployée en quasi-totalité dès 2025

Par délibération N° 25/057 AC en date du 24 avril 2025, l'Assemblée de Corse a approuvé l'adaptation de la politique d'ingénierie financière de la Collectivité de Corse visant à soutenir le développement économique du territoire.

Cette politique prévoyait la création de plusieurs instruments financiers sur la période 2025-2030, pour un montant total de 54 millions d'euros.

Le financement de cette politique s'appuie sur un trépied alliant la mobilisation du programme FEDER FSE+ 2021-2027, des contreparties portées par les opérateurs publics ou privés et les crédits issus du retour des fonds d'ingénierie financière dont la date d'engagement est échue.

Sa mise en œuvre est assurée par l'Agence de Développement Économique de la Corse (ADEC) qui sélectionnera les gestionnaires des fonds.

L'ADEC a été désigné, par délibération concomitante N° 25/058 AC de l'Assemblée de Corse en date du 24 avril 2025, comme organisme intermédiaire pour la mise en œuvre des outils financiers du programme FEDER FSE+ 2021-2027 au moyen d'une délégation de tâches et de crédits afférents.

La convention de délégation de tâches correspondante, N° 2025-7347, a été signée le 12 juin 2025 entre la Collectivité de Corse et l'ADEC.

La création des nouveaux instruments financiers pour lesquels il est envisagé un appel exclusif aux fonds FEDER FSE+ 2021-2027 et des apports des opérateurs publics ou privés – fonds de prêt « transition » et fonds de garantie – a été priorisée.

Entre son adoption par l'Assemblée de Corse en date du 24 avril 2025 et la fin d'année, près de 85 % (en volume) de la politique d'ingénierie financière de la Collectivité de Corse pour la période 2025-2030 a été confiée à des gestionnaires pour intervention auprès des bénéficiaires finaux.

L'activation rapide et coordonnée de la politique d'ingénierie financière 2025-2030 par l'ADEC a constitué un levier stratégique, contribuant de manière significative à l'évitement du dégageement d'office des crédits FEDER 2021-2027.

### Les nouveaux instruments mis en œuvre en 2025 et actifs jusqu'à 2030 :

- ▶ Instrument financier de prêt « transition » doté de 17 millions d'euros maximum,
- ▶ Instrument financier de garantie bancaire doté de 13 millions d'euros maximum,
- ▶ Instrument financier de trésorerie des entreprises doté de 10 millions d'euros maximum,
- ▶ Instrument financier de trésorerie ESS doté de 2 millions d'euros maximum,
- ▶ Instrument financier de prêt d'honneur « Premiers pas » doté de 2 millions d'euros maximum,
- ▶ Instrument financier de garantie ESS doté de 1 million d'euros maximum.

Les instruments financiers déployés par l'Agence de Développement Économique de la Corse présentent plusieurs atouts majeurs pour le développement économique du territoire. Tout d'abord, ils permettent d'apporter des financements là où les mécanismes classiques de marché sont insuffisants, en particulier pour les entreprises s'engageant dans un projet de transition, pour les premiers pas des porteurs de projets ou pour les acteurs de l'ESS. Par ailleurs, les ressources publiques mobilisées par les instruments financiers déclenchent des co-investissements privés, maximisant l'impact des fonds publics et renforçant la mobilisation de capitaux supplémentaires au bénéfice des entreprises. En outre, les financements octroyés génèrent des retours financiers, permettant leur réutilisation pour de nouveaux projets. Cette circularité assure la durabilité et la pérennité de l'inter-

vention publique, augmentant ainsi l'efficacité globale des dispositifs. Enfin, en facilitant l'accès au financement et en soutenant la croissance des entreprises, les instruments

financiers contribuent directement à la création d'emplois, au renforcement des filières locales et à la dynamique économique de la Corse.

## Les **chiffres clefs 2025** de l'actualisation de la **politique d'ingénierie**

✓ **85%** de la politique d'ingénierie financière 2025-2030 de la Collectivité de Corse déployée par l'ADEC en 2025

### La mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle des investissements en instruments financiers

L'année 2025 a marqué la mise en œuvre effective par l'Agence de Développement Économique de la Corse d'une programmation pluriannuelle des investissements en instruments financiers. Cette démarche opérationnelle vise à structurer dans la durée l'intervention financière de l'Agence, en assurant une allocation cohérente, soutenable et maîtrisée des ressources au service des entreprises corses.

La programmation pluriannuelle s'appuie sur une planification à moyen terme des engagements, articulée avec les priorités stratégiques du territoire et les capacités financières

mobilisables. Elle intègre pleinement le suivi des retours de fonds issus des instruments financiers, permettant d'organiser le recyclage des ressources, d'optimiser l'effet levier des dispositifs et de sécuriser la continuité de l'intervention publique.

En 2025, la mise en œuvre de cette programmation a donné lieu à un pilotage renforcé des flux financiers, associant suivi des engagements, encaissements, remboursements et réinvestissements. Cette approche consolidée conforte le rôle de l'Agence en tant qu'investisseur public structurant, garant d'une gestion dynamique, performante et responsable des instruments financiers, au service du développement économique durable de la Corse.

## Les **chiffres clefs 2025** de la **programmation pluriannuelle des investissements en instruments financiers**

✓ Une **programmation pluriannuelle** des investissements en instruments financiers **réalisée et suivie**.

# U rolu di l'ADEC in u sustegnu à a transizioni RSE di l'impresi corsi

*Le rôle de l'ADEC dans le soutien à la transition RSE des entreprises du territoire*

Dès 2023, l'Agence a intégré la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) à sa stratégie économique. En 2024, une large concertation avec les parties prenantes a permis de définir une stratégie de mise en œuvre fondée sur l'évolution des politiques d'aide, la sensibilisation des entreprises, ainsi que la création d'une plateforme dédiée à la transition RSE. Cette orientation a notamment été précisée et consolidée dans le cadre du programme de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC), auquel l'ADEC a pris part.

En 2025, l'ADEC a déployé sa stratégie de promotion de la RSE à travers un dispositif d'accompagnement à la transition dédié aux chefs d'entreprise.

Accessible sur le site

[www.adec.corsica](http://www.adec.corsica),

cette boîte à outils met à leur disposition des ressources pratiques, adaptées aux besoins des entreprises. Celle-ci comprend :

■ **Un outil d'auto-évaluation RSE en ligne gratuit « DIAG RSE »** (développé par AFNOR), permettant aux entreprises d'obtenir un premier diagnostic de leur niveau de maturité, de découvrir de manière ludique les principaux enjeux de la RSE et de définir un plan d'action adapté à leur situation - À l'issue de l'évaluation, le chef d'entreprise reçoit un rapport détaillant sa notation ainsi que des recommandations personnalisées pour renforcer son engagement RSE.

● Au 31 décembre 2026, après trois mois de mise en ligne, 22 entreprises ont utilisé l'outil pour s'auto-évaluer, dont 14 TPE et 8 PME.

● En 2026, le rapport d'évaluation RSE fait partie des pièces à joindre lors de l'instruction des demandes d'aide.

■ **Un répertoire des aides disponibles pour la transition des entreprises**, recensant l'ensemble des dispositifs existants - aides financières directes (subventions, primes, appels à projets, emprunts à taux bonifiés), aides fiscales, études, expertises et labels - proposés par les acteurs locaux et nationaux (ADEC, Collectivité de Corse, ADEME, Bpifrance, CCI, etc.).

■ **Un annuaire des cabinets de conseil et experts corses** spécialisés dans l'accompagnement des entreprises en matière de



RSE. Ce document a pu être réalisé grâce à un appel à manifestation d'intérêt lancé en septembre 2025 auquel 17 structures ont répondu.

**Un guide d'accompagnement à la transition RSE**, en cours de finalisation, viendra compléter la boîte à outils RSE au premier trimestre 2026. Élaboré par l'ADEC en partenariat avec l'ADEME et la DREETS, ce document aidera les entreprises à structurer leur démarche RSE et à intégrer ces enjeux dans leurs pratiques, notamment à partir d'exemples d'actions concrètes.

Par ailleurs, en 2025, l'ADEC a participé à différents événements sur le thème de la RSE, organisés par divers acteurs (Inizia, le Club « Les Entreprises s'engagent », Communauté de communes Marana Golo...).

**L'objectif poursuivi en 2026** : faire en sorte que l'ensemble des acteurs économiques locaux utilise et relaie notre dispositif d'accompagnement à la transition RSE :

En effet, plus le nombre d'entreprises qui utilisent notre outil d'auto-évaluation est élevé, plus nous recueillons de données précieuses, qui nous permettent d'identifier leurs besoins et priorités selon leur taille, leur secteur ou leur localisation. Ainsi, nous pourrons affiner notre stratégie de diffusion de la culture RSE pour une action toujours plus efficace.



# Trasformazioni **numerica** di l'**Agenza** :

missa in baddu uoperaziunali  
di u sistema d'infurmazioni **OpenSub**

*Transformation numérique de l'agence : mise en œuvre opérationnelle du système d'information OpenSub*

## **Contexte et enjeux**

L'année 2025 a constitué une étape décisive dans la transformation numérique de l'Agence de développement économique de la Corse avec la mise en œuvre opérationnelle du système d'information OpenSub, installé durant l'été 2024. Ce déploiement répond à un double objectif: moderniser les outils de gestion des dispositifs d'aide et renforcer la sécurité et la traçabilité des interventions de l'Agence.

## **Modélisation et paramétrage métier**

L'ensemble des actes d'engagement a fait l'objet d'une modélisation complète et personnalisée, permettant de couvrir l'intégralité du spectre d'intervention de l'Agence. Cette refonte inclut notamment:

- Les dispositifs d'aide classiques (subventions, avances remboursables, bonifications d'intérêts)
- Les programmes cofinancés par les fonds européens (FEDER, FSE+, FEADER) avec leurs spécificités réglementaires
- Les mécanismes d'aide exceptionnels ou sectoriels

L'automatisation de l'accusé réception pour certains actes d'engagement, via l'envoi de courriels paramétrés, a permis d'accélérer le traitement des dossiers et d'améliorer la communication avec les bénéficiaires. Cette fonctionnalité garantit également une meilleure traçabilité des échanges.

## **Conduite du changement et accompagnement**

La réussite du déploiement d'OpenSub a nécessité un investissement important en matière d'accompagnement des équipes. Un dispositif structuré a été mis en place, comprenant:

- Des réunions d'échange régulières permettant le partage des retours d'expérience et l'identification des besoins d'évolution
- Des sessions de formation ciblées sur les nouvelles fonctionnalités
- Un support de proximité pour faciliter l'appropriation progressive de l'outil
- La constitution d'une documentation utilisateur évolutive

Cette approche collaborative a favorisé l'adhésion des agents et permis de recueillir des contributions précieuses pour l'optimisation continue du système.



## Intégrations techniques et sécurisation des processus

Plusieurs chantiers d'intégration technique ont été menés à bien en 2025, contribuant à la fiabilisation et à l'automatisation de la chaîne de traitement des aides :

Interface avec la suite comptable: La création d'un lien bidirectionnel entre OpenSub et le système comptable de l'Agence constitue une avancée majeure. Cette interface permet :

- L'automatisation de la liquidation des aides, réduisant les risques d'erreur de saisie manuelle
- La sécurisation des flux financiers avec une traçabilité complète des opérations
- Une réconciliation automatique entre les engagements juridiques et leur exécution budgétaire
- Un gain de temps significatif pour les services gestionnaires et financiers

Renforcement de l'intégration avec le parapheur électronique: L'optimisation du lien avec le parapheur électronique améliore la qualité et la célérité du circuit de signature des actes. Cette évolution permet notamment :

- Un suivi en temps réel de l'avancement des circuits de validation
- Une diminution des délais de traitement des dossiers
- Une meilleure traçabilité des décisions et de leur formalisation

## Extension fonctionnelle : le module partenaire

Le déploiement du module partenaire représente une innovation majeure dans le modèle de gestion des dispositifs d'aide. Cette fonctionnalité permet aux organismes partenaires

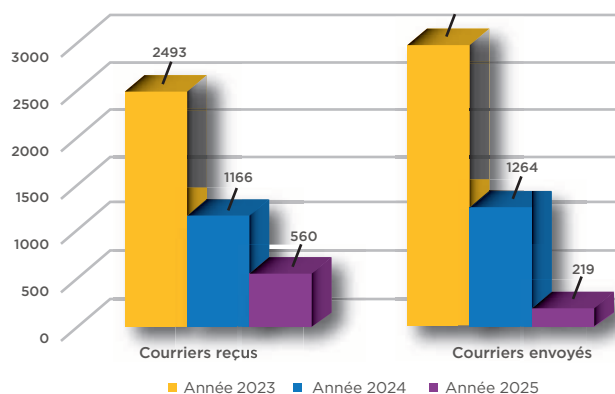
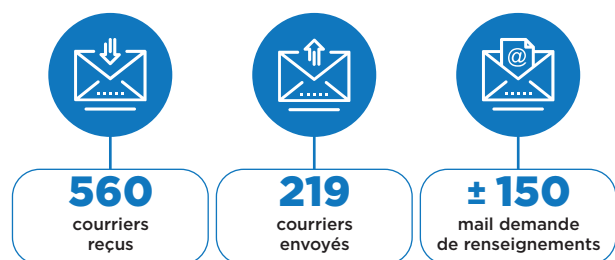
de l'Agence (structures d'accompagnement, réseaux consulaires, collectivités) de :

- Instruire directement les dossiers qui leur sont confiés dans un environnement sécurisé
- Accéder en temps réel à l'avancement des dossiers
- Échanger de manière fluide avec les services de l'Agence
- Bénéficier d'une vision consolidée de leur activité

Cette collaboration renforcée améliore l'efficacité globale du dispositif et rapproche les services des bénéficiaires finaux.

## L'accueil de l'agence en chiffres clés

- Forte augmentation du nombre d'appels et de demandes d'accompagnement des porteurs de projets concernant le changement du site internet de l'agence
- Diminution des courriers reçus et envoyés



# Corsica Statistica, l'osservazioni è l'intelligenza economica di a Corsica

*Corsica Statistica, l'osservazione et l'intelligence économique de la Corse*

## L'ADEC a renforcé la réorientation de l'observatoire Corsica Statistica en outil de veille stratégique pour :

- Une meilleure appréhension et analyse de la conjoncture socio-économique régionale
- L'analyse de filières, écosystèmes et territoires identifiés comme prioritaires dans l'action de l'Agence
- Les thématiques centrales d'intelligence économique et cyber sécurité

Corsica Statistica, dans sa mission d'analyse de la conjoncture et d'appui à la décision publique, a :

- ✓ Poursuivi l'observation et le suivi des prix de la grande distribution pour les 4 enseignes (Auchan, Carrefour, Casino et E. Leclerc) signataires d'une charte en faveur d'une baisse des prix du panier (Suivi trimestriel).
- ✓ Poursuivi l'observation et le suivi des prix des carburants (Production de notes trimestrielles)
- ✓ Enrichi le tableau de bord conjoncturel produit et diffusé à périodicité trimestrielle et répondu aux différentes et nombreuses sollicitations visant à éclairer le débat public ou produire une information qualifiée et/ ou territorialisée a destination de partenaires et opérateurs économiques (Chambres consulaires, communautés d'agglomération, agences et offices de la CDC, Université de Corse, CESEC, etc.).

- ✓ Renforcé la production d'études monographiques visant à avoir une vision plus précise, sur de grands indicateurs, des secteurs et écosystèmes identifiés comme prioritaires, en appui aux directions sectorielles de l'Agence, et plus spécifiquement de la Direction de l'action économique (DAE)
- ✓ Renforcé son soutien aux territoires avec la mise à jour de l'ensemble des diagnostics territoriaux visant à mieux qualifier sur de grands indicateurs socio-économiques les 19 EPCI de l'île mais également en participant à des réunions thématiques.

**Données de cadrage EPCI : Alta Rocca, Sartenais-Valinco et Sud-Corse**  
Mardi 2 Avril 2024



La loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), a opéré un nouveau découpage cartographique des intercommunalités du territoire insulaire. Ainsi, depuis le 1er janvier 2017, la Corse compte 17 communautés de communes et 2 communautés d'agglomération soit 19 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Le Schéma de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2i) adopté par l'Assemblée de Corse le 14 décembre 2016, constitue le cadre stratégique et la déclinaison de la mise en oeuvre à l'échelle régionale de la politique de développement économique voulue par la loi NOTRe. Le domaine de l'action économique et les actions territoriales seront articulées avec les échelons communautaires désormais seuls compétents.

C'est dans ce contexte que les fiches de données de cadrage de chaque EPCI ont été élaborées, dans le but de fournir une vision globale et comparée, et d'apporter un éclairage fin des territoires pour l'accompagnement des stratégies

de développement économique et social

- ▲ EPCI2024\_Sartenais Valinco.pdf (687 45 Ko)
- ▲ EPCI2024\_Sud Corse.pdf (791 51 Ko)
- ▲ EPCI2024\_Alta Rocca.pdf (895 25 Ko)

- ▲ Mise à jour de l'ensemble des diagnostics territoriaux visant à mieux qualifier sur de grands indicateurs socio-économiques les 19 EPCI de l'île

✓ **Participé à des réunions ou événements pour valoriser les travaux statistiques et développer des partenariats :**

- Réunions trimestrielles du cercle de conjoncture (échanges entre fournisseurs et utilisateurs de données sur les dernières tendances économiques)
- *Assemblée plénière de la PLATOSS* (plateforme sanitaire et sociale) le 4/11/2025 à l'hôtel Campo dell'Oro
- Dans le cadre de la contractualisation avec l'ATC et différents acteurs du tourisme pour l'achat de données touristiques mises à jour en continu et très complètes avec accès via une *plateforme MABRIAN*, participation à des réunions mensuelles pour améliorer l'outil et faire un bilan sur les tendances

- Présentation de l'étude sur les industries cosmétiques en Corse à l'occasion de la journée dédiée aux entreprises de la cosmétique insulaire "*Ghjurnata di a cosmetica in Corsica*" organisée par l'ADEC, le pôle Innov'Alliance et Cosmed à Corte le 23/10/2025.



"Ghjurnata di a cosmetica in Corsica" organisée par l'ADEC en octobre 2025

- Journée Corse internationale, IMF Borgo, 19 novembre 2025 – Présentation des Chiffres du commerce extérieur en Corse en 2024

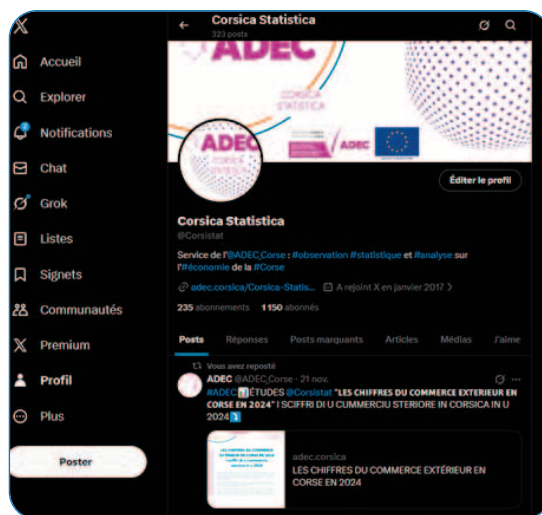


▲ Journée Corse internationale, IMF Borgo, Le 19 novembre 2025

- Intervention de Corsica Statistica lors d'un atelier pour l'élaboration du PLU(i) du Celavu-Prunelli à la mairie de Tolla le 27 novembre 2025: présentation des chiffres-clés de la microrégion.



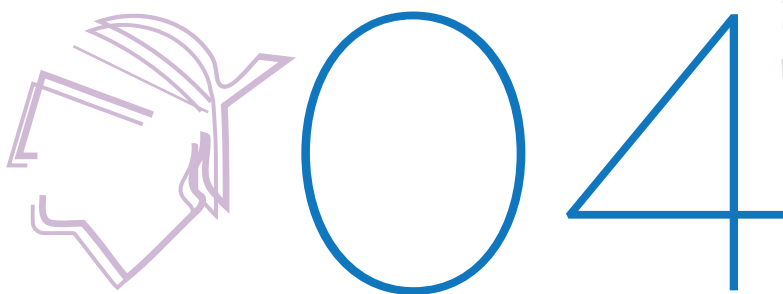
Tous les travaux sont publiés sur la page internet de l'ADEC que les deux agents alimentent régulièrement ainsi que sur les réseaux sociaux.



Le tableau ci-dessous illustrant quelques productions phares et emblématiques de l'année 2025.

Thème	Titre de la publication
Conjoncture et éco générale	- Les chiffres du commerce extérieur en Corse en 2024 - Tableau de bord de conjoncture incluant le suivi des prix dans la GMS
Observation des prix	- Observation des prix des carburants (4 publications)
Entreprises et filières	- L'industrie en Corse : Un monde à découvrir, un avenir à construire, en partenariat avec la DREETS de Corse - Négociation collective – Bilan annuel 2024 des accords d'entreprises en Corse, en partenariat avec la DREETS de Corse - Panorama de l'économie sociale et solidaire en Corse édition 2025, en partenariat avec la CRESS Corsica - Les industries cosmétiques et la production d'huiles essentielles en Corse – octobre 2025
Diagnostic territoriaux	- Mise à jour régulière des fiches EPCI





# **Sparghja a nomina di a Corsica** à l'internazionali è **strutturà** **cuuparazioni duratoghji**

*Faire rayonner la Corse à l'international  
et structurer des coopérations durables*

**E**n 2025, l'Agence de Développement Économique de la Corse a poursuivi et renforcé son action internationale au service du développement économique du territoire.

Cette stratégie s'est articulée autour de trois axes complémentaires :

- L'accompagnement des entreprises à l'international,
- Le rayonnement économique de la Corse,
- La structuration de coopérations durables, en particulier avec des territoires insulaires et méditerranéens confrontés à des enjeux communs.

# 1. Sustegnu à l'esportu è sparghjera di a nomina di l'impresi corsi

*Soutien à l'export  
et rayonnement des entreprises corses*

## 1.1 Missions économiques et actions de promotion

### MISSION ÉCONOMIQUE EN BELGIQUE

avril 2025

En partenariat avec Business France Belgique et la CCI France Belgique, l'ADEC a permis à 9 entreprises corses d'effectuer une mission exploratoire. Au programme : des visites de sites de vente, des rencontres avec des acheteurs qualifiés (environ 60 RV) et la présentation / dégustation de leurs produits à un panel d'invités (acheteurs, importateurs, ...) au sein de la Résidence de France à Bruxelles, contribuant ainsi à la valorisation du savoir-faire insulaire sur un marché stratégique pour l'export. L'Ambassadeur Xavier Lapeyre de Cabanes a accueilli la délégation institutionnelle et a donné l'opportunité à l'ADEC de faire rayonner la Corse lors de cette mission avec des rendez-vous de haut niveau avec des entreprises locales.



■ SALON VIVATECH à Paris - juin 2025

L'ADEC qui suit et structure l'innovation et l'internationalisation du territoire et des entreprises, a souhaité pour la quatrième année, permettre à plusieurs d'entre elles de participer à Vivatech, sous une bannière régionale.

- L'objectif de la mission est double :
- Dimension collective : illustrer la capacité du territoire corse à soutenir et faire émerger des entreprises à fort potentiel innovant, afin de renforcer le rayonnement économique de l'île.
  - Dimension individuelle : offrir aux entreprises corses sélectionnées une vitrine internationale, favoriser de nouvelles rencontres, et leur permettre d'accueillir partenaires et investisseurs directement sur le stand.

*“ Cela fait quatre ans que la Corse participe à cet événement pour donner une autre image de l'économie insulaire. De l'extérieur, le public n'est pas au courant que notre île est également une terre d'innovations. ”*

*Michèle CRISTOL,  
Cheffe de mission Export à l'ADEC*

*« Une expérience très positive, marquée par des contacts qualifiés et des perspectives de partenariat de premier plan, notamment avec l'ESA et l'IGN. Une participation utile pour renforcer notre crédibilité et notre positionnement. »*

**ARIA Firefighting**

*« J'ai maximisé ma présence grâce à un produit mature, un positionnement clair et une excellente préparation. J'ai pu capter l'attention de grands groupes et d'acteurs publics, confirmant l'intérêt concret pour mes solutions »* **Colombo Tech**

Donc, permettre à la fois, à la Corse de donner une image économique en exposant des entreprises de cet écosystème, et aux entreprises d'avoir une visibilité internationale.

- ✓ 14 entreprises, sélectionnées par appel à manifestation d'intérêt, y ont exposé. Sur ces 14 entreprises, seules 4 avaient déjà participé à une édition précédente.
- ✓ Plus de 160 rendez-vous ont été tenus.

En amont du salon, les entreprises ont été préparées via un accompagnement structuré assuré par INIZIÀ, en lien avec le réseau Enterprise Europe Network (EEN).

**Corse Infos**  
CORSE INFORMATION

**Salon VivaTech : les entreprises corses ont leur carte à jouer**

Quatorze startups insulaires participent, jusqu'à ce soir à Paris, au plus grand salon dédié à l'innovation et à la technologie en Europe. Elles y présentent leurs dernières innovations, à la recherche de potentiels clients et investisseurs.

**Une première de succès**  
Cela fait quatre ans que la Corse participe au plus grand salon dédié à l'innovation et à la technologie en Europe. Cette année, quatorze startups insulaires participent, jusqu'à ce soir à Paris, au plus grand salon dédié à l'innovation et à la technologie en Europe. Elles y présentent leurs dernières innovations, à la recherche de potentiels clients et investisseurs.

**Le succès de Missia, startup au service des personnes âgées**  
Après avoir été sélectionnée pour participer à VivaTech 2025, Missia, startup corse spécialisée dans les services numériques destinés aux personnes âgées, a pu présenter son produit innovant à un public international de professionnels et investisseurs.

**Le succès de ADEC**  
ADEC, l'Association des Entreprises de Corse, a organisé avec succès son stand au Salon VivaTech 2025, permettant aux entreprises corses de présenter leurs innovations à un public international.

## ■ JOURNÉE CORSE INTERNATIONALE - novembre 2025

Organisée à Borgo, cette journée a réuni les acteurs de l'export et de l'internationalisation autour d'un objectif commun : renforcer la présence des entreprises corses à l'international.

Afin de permettre aux entreprises de découvrir comment propulser leur activité au-delà de leurs marchés habituels, plusieurs séquences ont été organisées :

### ✓ 4 ateliers consécutifs

- Focus sur les problématiques douanières et le marché nord-américain
- Zone Rhénane : opportunités et partenariats
- Zone UK / Irlande : opportunités et partenariats
- Financement des entreprises à l'international

### ✓ Retour d'expériences entreprises "Booster Corse"

### ✓ 3 workshops simultanés

- Volontariat International en Entreprise (VIE)

- Filière Vins, Bières et Spiritueux "Comment s'organiser pour demeurer sur le marché américain ou trouver des alternatives" ?
- Communication digitale à l'export

Plus de **60 entreprises inscrites** et près de **200 rencontres sur mesures** organisées en BtoB avec les différents experts présents.

Cette journée a été l'occasion pour l'ADEC et ses partenaires d'organiser la sélection régionale des **Trophées du MOCI**, qui récompensent les entreprises corses qui réussissent à l'international dans plusieurs catégories. Le **MOCI** ou Moniteur du Commerce International est le média n°1 au service des entrepreneurs, des conseillers et des professionnels du commerce international.

6 lauréats ayant développé leurs activités à l'international, ont été ont été présélectionnés pour concourir aux trophées de leur région. En février 2026, les 2 lauréats des trophées régionaux participeront à la finale nationale.

**Corse infos**  
CORSEICA INFORMAZIONE

1000 30 novembre 2022 5

**Le grand défi de l'export pour les entreprises corses**

Dans l'île, 500 entreprises relient le pari de l'export international. Si l'insularité apparaît encore comme une contrainte, les organismes publics se mobilisent pour aider le monde économique à franchir ce cap et à réduire leur dépendance au marché local.

**« Un levier essentiel pour créer de la croissance »**  
« Obtenir - dit-il - des mesures de bonus sur les pups, les aides, les exonérations, les personnalisés, un coup de pouce aux entreprises pour soutenir les habitants, les investisseurs, les investisseurs qui accompagnent l'exportation internationale. Une avenue dans laquelle l'insularité agit comme une contrainte et même un obstacle au succès de son transport. Le bon fonctionnement de la Corse, composé à 95 % de petites et moyennes entreprises, est ainsi particulièrement sensible à ces enjeux : les difficultés in-

duites pour mobiliser des ressources humaines et accroître les capacités de production pour attirer le marché extérieur. Malgré tout, 500 entreprises livrent déjà ce pari dans l'île. Parmi celles-ci, la chocolaterie Sottocasa. Cette affaire familiale, située dans le sud de la Corse, emploie 85 % de son activité hors de l'île. Elle exporte ses chocolats, fruits confits, nougats et autres confiseries dans une quinzième de pays. Son positionnement basé de gamme lui a permis de s'ouvrir sur les marchés de la gastronomie. L'export lui a permis de résoudre les difficultés in-

ter de la santé économique. L'export n'est pas un levier essentiel pour créer de la croissance, mais à un marché corse limité, comme François Dren, son directeur.

**L'AIN corse : un atout malgré le prix ?**  
Si l'insularité demeure une contrainte majeure pour les échanges, elle n'est toutefois pas une entrave. Karim Goussard, Jean-Christophe Panabière, directeur de la France, fait partie d'une dizaine de services de maintien à domicile des personnes âgées. Pour cet acteur émergent

“ L'export est un défi qu'il faut relever et la Collectivité se mobilise pour soutenir cet effort. C'est essentiel pour stimuler la croissance de notre économie. 500 entreprises corses font aujourd'hui ce pari. Notre ambition est de dépasser le millier d'ici 2030.

Gilles Giovannangeli,  
Président de l'ADEC

## ■ PROGRAMME BOOSTER EXPORT CORSE

L'ADEC, en partenariat avec Business France, a proposé un programme d'accompagnement conçu sur mesure pour répondre aux besoins des entreprises corses dans leur développement à l'export : le Booster Export Corse. Ce programme d'accélération, d'une durée de 9 à 12 mois, est destiné à soutenir le développement commercial des entreprises participantes sur 1 ou 2 marchés cibles.

Ce dispositif structurant proposait une approche personnalisée :

- Une étude de marché sur-mesure
- L'élaboration d'une stratégie de communication adaptée
- Des sessions de coaching et de mentorat
- Des missions terrain

Articulé en trois phases clés, le programme comprenait :

- Un bootcamp intensif pour préparer la stratégie et les outils commerciaux
- Une semaine de déplacement dans les pays choisis, avec un agenda de rencontres ciblées
- Un suivi post-mission, incluant la relance des prospects rencontrés pour maximiser les opportunités d'affaires

Grâce à l'expertise combinée des équipes de Business France et de spécialistes du secteur, les entreprises ont pu bénéficier d'un accompagnement avant, pendant et après leur déplacement.

✓ **10 entreprises ont bénéficié de cet accompagnement sur mesure (sélectionnées à la suite d'un Appel à Manifestation d'intérêt) ; 50% d'entre elles s'engagent dans une première activité à l'export.**

## 1.2 Partenariat stratégique avec Business France

La collaboration avec Business France se matérialise notamment via la mise à disposition par la Collectivité de Corse d'un fonds de concours à l'internationalisation, mobilisable pour l'accompagnement collectif ou individuel des entreprises corses.

Ce fonds de concours, permet à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, en allégeant, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses. L'ADEC leur offre ainsi une aide technique, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé.

### ✓ Convention Business France - consommation du fonds :

Le montant consommé du fonds en 2025 : 208 350 € qui a bénéficié à 21 entreprises.

- 9 entreprises pour la mission Belgique,
- 10 entreprises pour le Booster
- 11 entreprises pour des prestations individuelles
- 4 nouveaux VIE
- 1 VIE « ADEC » au Canada

Un nombre de nouvelles entreprises exportatrices soutenu qui doit être mis en perspective du travail de collaboration organisé entre les chargés d'affaires de l'ADEC et les équipes de Business France pour encourager les entreprises à franchir le pas de l'export ; cette année encore : 25 leads et remontées par les chargés d'affaires de l'ADEC.

L'Assemblée de Corse a voté à l'unanimité, le 24 avril 2025 (Délibération 25/059 AC) un rapport sur l'importance d'intensifier le soutien à l'export des entreprises corses.

## 2. Sviluppo di a filière “Invechjà bè” : cuuparazioni Corsica-Quebec

### *Développement de la filière “Bien vieillir” : coopération Corse-Québec*

#### MISSION INSTITUTIONNELLE ET ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC DÉCEMBRE 2025

Lauréate de l'appel à projets du Fonds Franco-Québécois de Coopération Décentralisée, la Collectivité de Corse, en partenariat avec l'ADEC, le Gérontopôle di Corsica et INIZIÀ, a conduit une mission institutionnelle et économique au Québec dédiée à la thématique du Bien-Vieillir.

Dans la lignée des travaux portés par la Conseillère exécutive Bianca Fazi “Invechjà bè in casa soia”, cette mission, organisée avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, de Québec International et de Business France, a rassemblé une délégation d'institutionnels et d'entreprises corses.

#### Faits marquants :

- Présentation officielle de l'étude croisée « La Silver Économie, une ambition stratégique partagée »
- Participation au Forum de l'industrie de la Santé de Québec
- Organisation de plus de 40 rendez-vous business pour les 3 entreprises corses sélectionnées par appel à manifestation d'intérêt
- Lancement de nouvelles perspectives de coopération entre INIZIÀ et plusieurs acteurs

majeurs de l'innovation québécoise (LE CAMP, Entrepreneuriat ULaval, Quantino)

- Échanges approfondis en gérontologie sociale avec les autorités publiques, les centres de recherche et les universités québécoises

La présence d'une VIE de la Collectivité de Corse / ADEC basée à Montréal facilite l'organisation de telles missions et permet d'assurer un suivi efficace des contacts pris. Cet ancrage permet de pérenniser les relations avec les partenaires locaux, et de soutenir les entreprises insulaires dans leurs collaborations outre-Atlantique.

Cette mission constitue une première étape opérationnelle structurante pour le développement d'une filière d'avenir commune aux deux territoires, dont la prochaine étape sera l'accueil d'une délégation québécoise le 11 juin à Corti, lors de la Journée du Gérontopôle “Longévité et Bien-vieillir”..

“ *Ce séjour a été, pour moi, au-delà de toute attente. Nous sommes aussi repartis de Québec avec des réponses extrêmement concrètes, une vision temporelle précise et une roadmap structurée, ce qui est rare à ce stade d'un projet* ”

*Cynthia Teixeira, Société Holistecare*



### 3. Cuuparazioni frà **tarritorii isulani** : **rinfurzà** l'allianzi strategichi

*Coopération entre territoires insulaires :  
renforcer les alliances stratégiques*

#### ■ VISITE EN CORSE D'UNE DÉLÉGATION DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUÉBEC) OCTOBRE 2025

Dans le cadre du renforcement des relations entre territoires insulaires, l'ADEC a accueilli en octobre 2025 Audrey Keating, Commissaire au développement des affaires et des partenariats au sein de La Vague, l'accélérateur des Îles-de-la-Madeleine.

#### Objectifs de la visite :

- Renforcer les liens institutionnels entre la Corse et les Îles-de-la-Madeleine
- Explorer des pistes de coopération autour de problématiques partagées : saisonnalité touristique, vieillissement démographique, autonomie alimentaire, adaptation au changement climatique

#### Principaux échanges et visites

- Présentation de la stratégie de développement économique insulaire et des outils de l'ADEC
- Visite de INIZIÀ, incubateur territorial de l'innovation
- Découverte de la plateforme Stella Mare, spécialisée dans l'économie bleue et l'aquaculture



▲ La délégation des Îles-de-la-Madeleine,  
à Ajaccio en octobre 2025

- Rencontres à l'Università di Corsica Pasquale Paoli autour de l'entrepreneuriat étudiant, des réseaux MED'INNOV et des coopérations académiques
  - Participation à la Journée du Bien Vieillir à Ajaccio et échanges avec les acteurs locaux
- Cette visite a permis de mettre en évidence les convergences et complémentarités entre les deux territoires et de poser les bases de futures coopérations économiques et scientifiques.

### 4. Arradichera **aurupea** è **cuuperazioni** trasfruntaliera

*ancrage européen et coopération transfrontalière*

Les logiques de coopération européenne ou internationale entre institutions et entreprises sont centrales pour relever des défis communs de développement économique en levant les contraintes liées à des effets de seuils, tant en termes de démographie, de marché, que de capacité productive.

La Corse dispose d'une place centrale dans cet espace historique de coopération (Toscane,

Ligurie, PACA et de la Sardaigne), et l'ADEC de partenariats éprouvés avec les organismes économiques de ces différents territoires pour mener des projets de coopération.

C'est à ce titre, avec la volonté affichée de s'impliquer dans des projets qui participent de la compétitivité des écosystèmes économiques, que l'ADEC s'est positionnée avec des consortiums de partenaires compétents sur trois

projets dans le cadre de programmation d'INTERREG Marittimo 2021-2027 :

- ✓ **CIIRCLE**, qui vise à favoriser l'émergence et l'animation d'un écosystème d'innovation transfrontalier ;
- ✓ **EPIC**, centré sur la construction d'une chaîne de valeur transfrontalière de traitement des déchets plastiques ;
- ✓ **VIA MARE** engagé pour une politique d'emplois inclusives, favorisant la qualification et l'accès durable à des emplois de qualité.

Ces projets engagent l'ADEC sur une période de 36 à 48 mois et permettent de créer à la fois de nouvelles opportunités de développement international pour nos entreprises tout en soutenant la politique d'attractivité du territoire. Toutefois, bien qu'ancrée dans l'espace géographique qui est le sien, la Corse doit aussi composer avec des enjeux qui concernent d'autres territoires dans le monde et dont il convient de se rapprocher pour engager une accélération du rythme du développement économique.

En 2025, l'ADEC a renforcé sa participation à cette dynamique avec :

- le **lancement officiel du projet CIIRCLE** pour la création d'un écosystème transfrontalier de l'innovation et la **participation aux projets EPIC** (lutte contre les microplastiques) et **VIA MARE** (emploi et attractivité transfrontalière) aux côtés des partenaires, la



Participation aux projets EPIC et VIA MARE ▲  
◀ Lancement officiel du projet CIIRCLE



présence active lors d'événements européens et méditerranéens dédiés à l'innovation, à la transition écologique et à la coopération économique.

- L'ADEC a notamment pris part aux **Tech Days Tunisia** aux côtés du réseau **ANIMA Investment Network** en novembre 2025, afin de renforcer les échanges économiques et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariats autour des enjeux communs du bassin méditerranéen. Plus de 50 experts et clusters des deux rives étaient réunis pour partager visions, solutions et ambitions.

L'agence est également devenue membre officiel du réseau Enterprise Europe Network France Méditerranée, renforçant ainsi sa capacité à accompagner les entreprises corses dans leurs projets européens.



▲ L'Adec aux côtés du réseau ANIMA Investment Network aux Tech Days Tunisia en novembre 2025

**Le réseau EEN représente :**

- ✓ +600 organisations partenaires
- ✓ 3 000 conseillers dans 60 pays
- ✓ Le plus grand réseau mondial dédié aux PME européennes

**Priorités du programme 2025-2028 :**

- ✓ Accès facilité aux financements publics et privés
- ✓ Renforcement du positionnement sur les marchés européens
- ✓ Transformation durable : économie circulaire, RSE, digitalisation.



Le consortium EEN France Méditerranée reconduit par la Commission européenne jusqu'en 2028



“ En rejoignant le réseau EEN aux côtés des partenaires du consortium (risingSUD, CCI Provence-Alpes-Côte d'Azur et INIZIÀ), l'ADEC affirme la volonté de positionner pleinement notre territoire dans les dynamiques européennes d'innovation, de compétitivité et de transition. La complémentarité avec notre incubateur territorial renforce notre capacité à accompagner les entreprises corses dans leur ouverture à l'international, tout en consolidant une politique économique ambitieuse, tournée vers l'avenir et ancrée dans les réalités de notre territoire.

Olivier MOSCONI, directeur par intérim à l'ADEC

## 5. Istanzi di guvirnanza righjunali didicati

### *Des instances de gouvernance régionales dédiées*

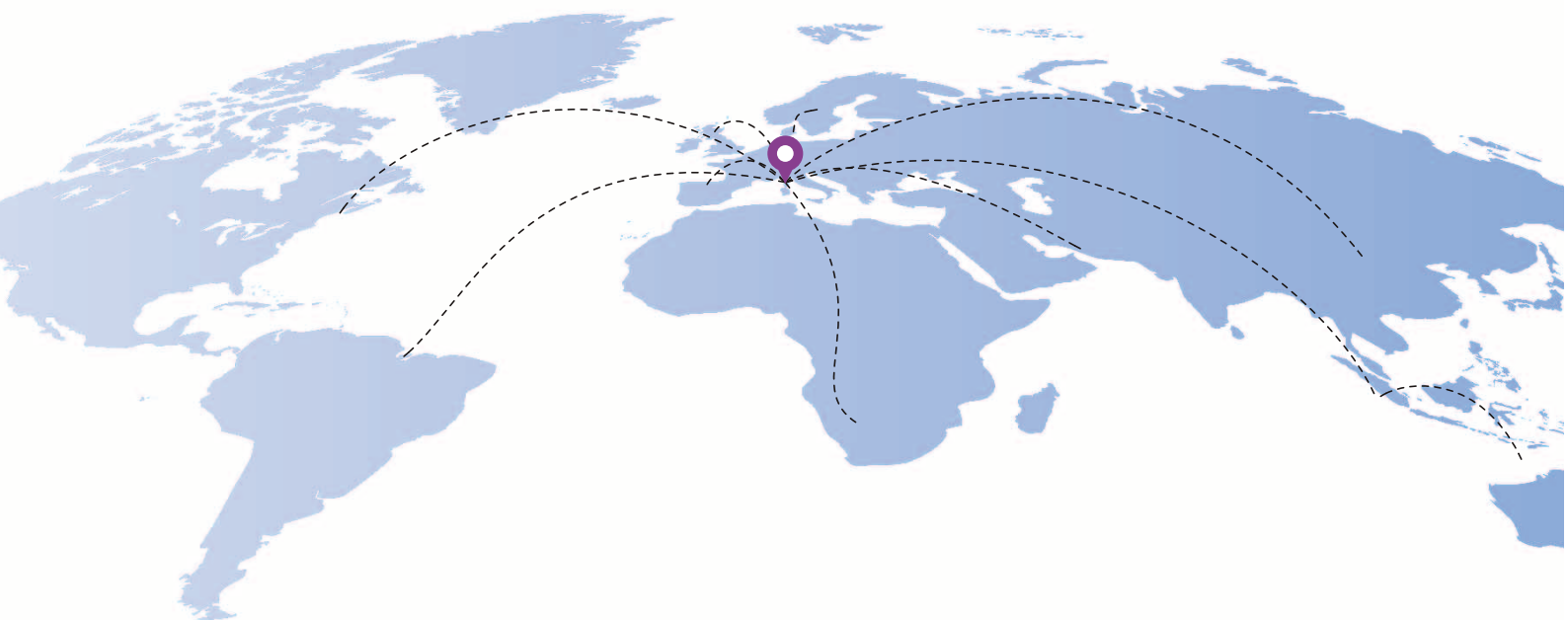
#### ■ DEUX INSTANCES OPÉRATIONNELLES : LA TEAM EXPORT CORSE ET LA TEAM CORSICA INVEST

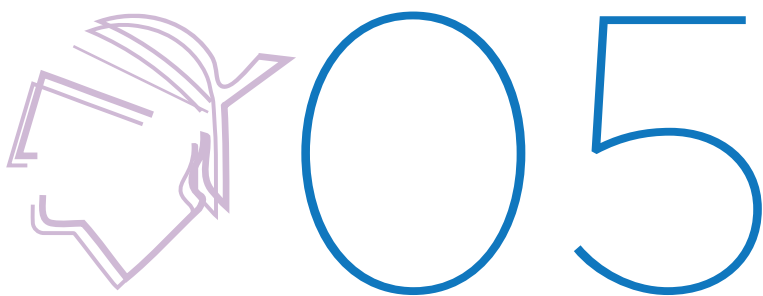
✓ **Team Export Corse** : Ce Comité technique constitué des acteurs publics ayant compétence en matière d'export (ADEC pour la CdC, DREETS, Business France, CCI, Bpifrance), coordonné par l'ADEC, a pour mission la mise en œuvre sur le plan opérationnel des orientations stratégiques, l'animation de l'écosystème dédié à l'internationalisation, la construction et la mise à jour de l'agenda de l'action économique internationale du territoire (volet export), le déploiement des dispositifs opérationnels dont la TFE a la charge.

- Réunions mensuelles ou hebdomadaires du COTECH, peuvent devenir hebdomadaires en amont de l'organisation d'événements communs (i.e. La Journée Corse Internationale)

✓ **Team Corsica Invest** : l'objectif est de pouvoir créer des partenariats stratégiques entre nos entreprises, organismes de recherche et formation, collectivités et partenaires internationaux afin de structurer des projets de filière émergentes et accélérer l'innovation territoriale.

- Animée par l'ADEC dans son rôle de guichet
- Composée de Business France, Bpifrance, Banque des Territoires, France Travail, Université de Corse / Fondation et des deux communautés d'agglomération, CAB et CAPA (les autres EPCI sont mobilisés au cas par cas selon les enjeux) en plus des services de l'Etat compétents, agences et offices, organisations professionnelles, institutions de formation, chambres consulaires selon les projets présentés.
- Revue de projets bimestrielle (physique et/ou visio).





# Synthèse organisationnelle de l'Agence

## 1. L'istanzi di l'ADEC

*Les instances de l'ADEC*



6 réunions du bureau de l'Adec

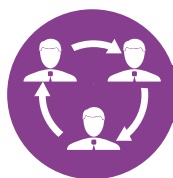
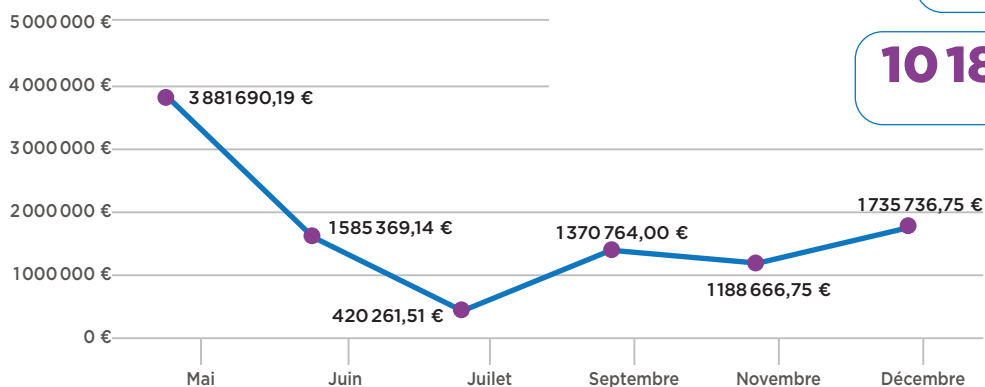
**280**  
rapports votés

**9**  
délibérations

**258**  
entreprises subventionnées  
(262 en 2024)

**10 182 488,34 €**  
d'aides affectées

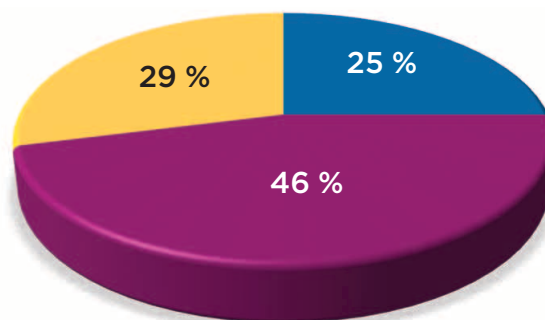
MONTANT AFFECTÉS BUREAU 2025 :



6 réunions du Conseil d'administration de l'Adec

**24**  
rapports adoptés

- Action économique
- Administration générale
- Budget finances



## 2. Seguitu CP/BP 2025

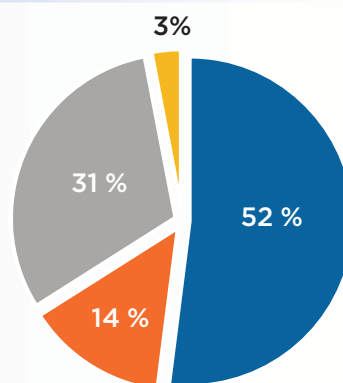
### Suivi CP/BP 2025

#### ■ CONSOMMATION CP/BP 2025

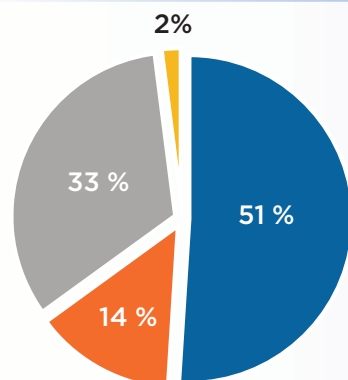
Programme	Montant voté	Montant consommé	Montant disponible
2101 I - Action économique - ADEC	9 700 000,00 €	8 585 988,01 €	1 114 011,99 €
2131 - Action régionale	2 500 000,00 €	2 434 000,00 €	65 353,27 €
2132 - Outils financiers	5 773 394,00 €	5 676 793,74 €	96 600,26 €
2131 F - Action régionale	563 000,00 €	370 213,45 €	192 786,55 €
<b>Total CPI / BP 2025</b>	<b>18 536 394,00 €</b>	<b>17 067 641,93 €</b>	<b>1 468 752,07 €</b>

#### CP VOTÉS AU BP 2025 PAR PROGRAMME

- 2101 I - Action économique Adec
- 2131 - Action régionale
- 2132 - Outils financiers
- 2131 F - Action régionale



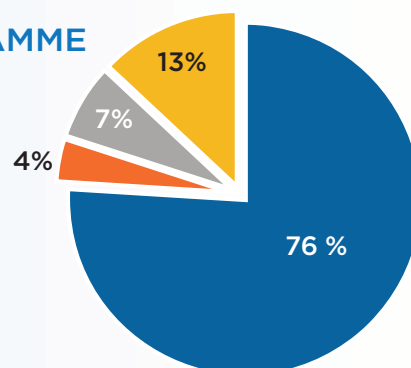
#### CP CONSOMMÉS AU BP 2025 PAR PROGRAMME



- 2101 I - Action économique Adec
- 2131 - Action régionale
- 2132 - Outils financiers
- 2131 F - Action régionale

#### CP DISPONIBLES SUR BP 2025 PAR PROGRAMME

- 2101 I - Action économique Adec
- 2131 - Action régionale
- 2132 - Outils financiers
- 2131 F - Action régionale



## ■ CPI - PROGRAMME 2101I - ACTION ECONOMIQUE - ADEC

### RÉPARTITION CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2101I

Millésime d'affectation	Montant
AP-2023-2023-2101I-AP	1116 799,47 €
AP-2022-2022-2101I-AP	151634,46 €
AP-2024-2024-2101I-AP	4 198 185,69 €
AP-2025-2025-2101I-AP	3 119 371,39 €
	<b>8 585 988,01 €</b>



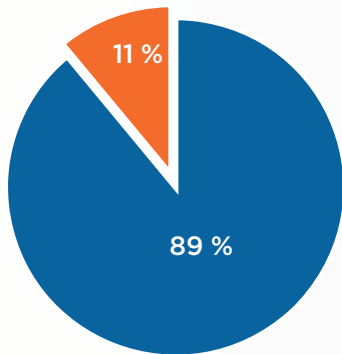
### NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 - PROGRAMME 2101I

Millésime d'affectation	Nbre de paiement
AP-2023-2023-2101I-AP	36
AP-2022-2022-2101I-AP	7
AP-2024-2024-2101I-AP	168
AP-2025-2025-2101I-AP	93
	<b>304</b>



## CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2101I

Montant total CPI 2025	9 700 000,00 €
Montant CPI 2025 mandaté	8 585 988,01 €
Montant CPI 2025 disponible	1 114 011,99 €



### CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2101I

- Montant CPI 2025 mandaté
- Montant CPI 2025 disponible

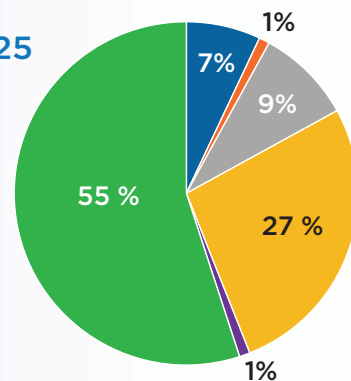
## ■ CPI - PROGRAMME 2131I - ACTION RÉGIONALE

### RÉPARTITION CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2131I

Millésime d'affectation	Montant
AP-2022-2131	158 595,00 €
AP-2019-2131	31 008,87 €
AP-2023-2131	228 450,39 €
AP-2024-2131	654 197,98 €
AP-2021-2131	33 000,00 €
AP-2025-2131	1 329 394,49 €
	<b>2 434 646,73 €</b>

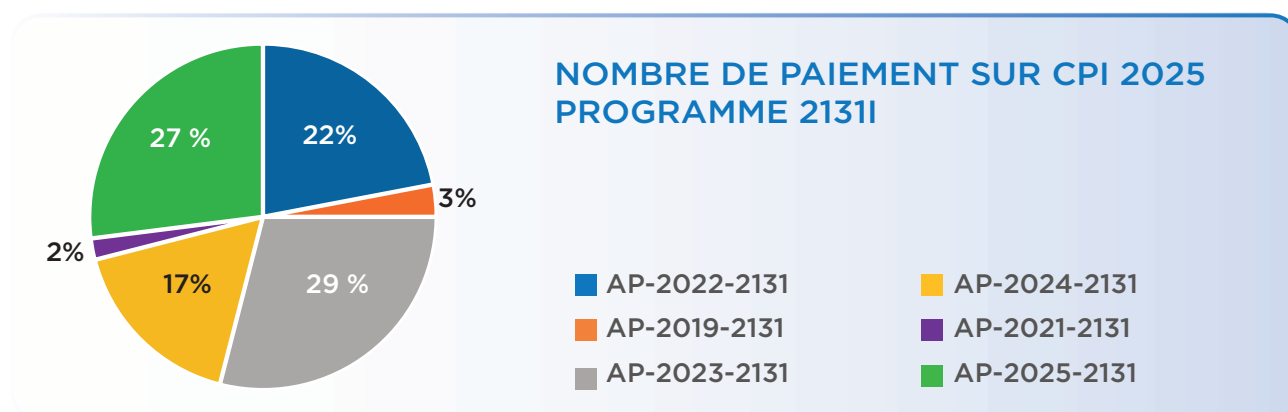
### RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2131I

- AP-2022-2131
- AP-2019-2131
- AP-2023-2131
- AP-2024-2131
- AP-2021-2131
- AP-2025-2131



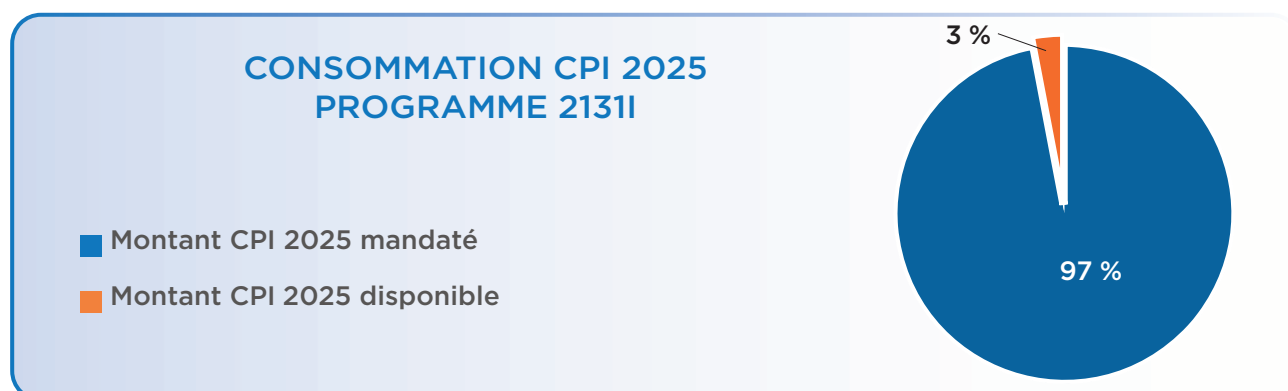
## NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 - PROGRAMME 2131I

Millésime d'affectation	Nbre de paiement
AP-2022-2131	9
AP-2019-2131	1
AP-2023-2131	12
AP-2024-2131	7
AP-2021-2131	1
AP-2025-2131	11
	<b>41</b>



## CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2131I

Montant total CPI 2025	2 500 000,00 €
Montant CPI 2025 mandaté	2 434 646,73 €
Montant CPI 2025 disponible	65 353,27 €



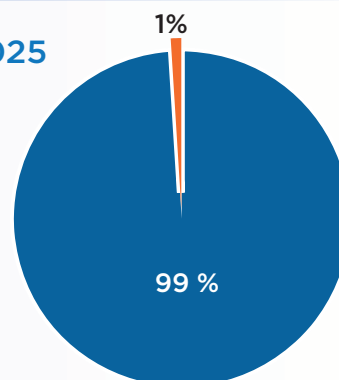
## ■ CPI - PROGRAMME 2131F - ACTION RÉGIONALE

### RÉPARTITION CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2131F

Millésime d'affectation	Montant
AP-2023-2131	365 213,45 €
AP-2025-2131	5 000,00 €
	<b>370 213,45 €</b>

### RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2131F

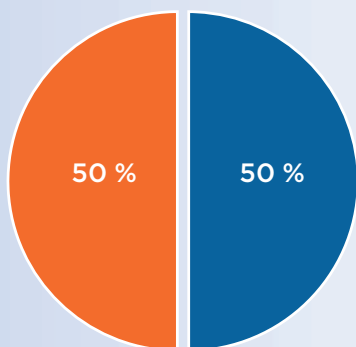
- AP-2023-2131
- AP-2025-2131



### NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 - PROGRAMME 2131 F

Millésime d'affectation	N <sup>bre</sup> de paiement
AP-2023-2131	1
AP-2025-2131	1
	<b>2</b>

### NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 PROGRAMME 2131F



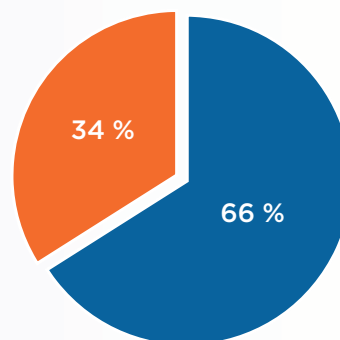
- AP-2023-2131
- AP-2025-2131

### CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2131F

Montant total CPI 2025	563 000,00 €
Montant CPI 2025 mandaté	370 213,45 €
Montant CPI 2025 disponible	192 786,55 €

### CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2131F

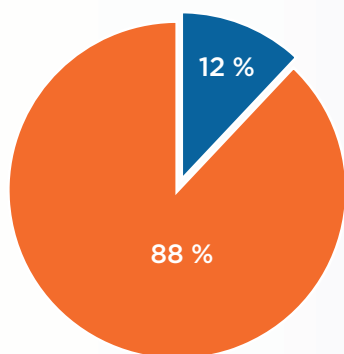
- Montant CPI 2025 mandaté
- Montant CPI 2025 disponible



## ■ CPI - PROGRAMME 2132 - OUTILS FINANCIERS

### RÉPARTITION CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2132

Millésime d'affectation	Montant
AP-2022-2132	676 793,74 €
AP-2025-2132	5 000 000,00 €
<b>Total</b>	<b>5 676 793,74 €</b>



### RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2132

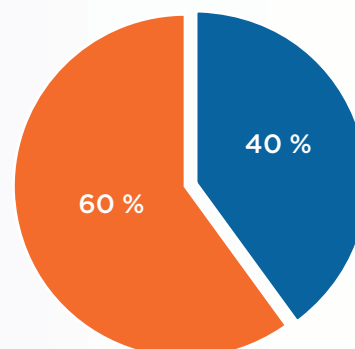
- AP-2022-2132
- AP-2025-2132

### NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 - PROGRAMME 2132

Millésime d'affectation	Nbre de paiement
AP-2022-2132	2
AP-2025-2132	3
<b>Total</b>	<b>5</b>

### NOMBRE DE PAIEMENT SUR CPI 2025 PROGRAMME 2132

- AP-2022-2132
- AP-2025-2132

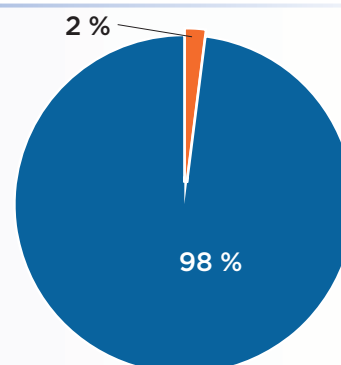


## CONSOMMATION CPI 2025 - PROGRAMME 2132

Montant total CPI 2025	5 773 394,00 €
Montant CPI 2025 mandaté	5 676 793,74 €
Montant CPI 2025 disponible	96 600,26 €

### CONSOMMATION CPI 2025 PROGRAMME 2132

- Montant CPI 2025 mandaté
- Montant CPI 2025 disponible



### 3. Rinfurzamentu **ghjuridicu**

#### *Renforcement juridique*

En 2025, la Direction Administrative et Financière a poursuivi son activité de structuration et de sécurisation des activités de l'Agence. Son action s'est traduite, notamment, par un élargissement du fonds juridique de l'Agence et par une amélioration continue des pratiques opérationnelles dans la délivrance des aides.

- ✓ **Enrichissement du fonds juridique** permettant de renforcer la lisibilité et la conformité des dispositifs d'intervention économique de l'Agence: création de 16 trames de conventions et arrêtés de subvention;
- ✓ **Refonte du contrôle interne des aides individualisées** par l'Agence, à travers l'élaboration d'un règlement de contrôle articulé avec la démarche déontologique et la cartographie des risques susceptibles d'affecter la régularité, la transparence et la conformité juridique des dispositifs d'intervention économique;
- ✓ **Accompagnement continu des services opérationnels** dans la mise en œuvre des dispositifs d'intervention économique;
- ✓ **Mise en place d'un archivage interne traçable**, assurant la conservation des engagements partenariaux de l'Agence dans sa mission de développement de l'action économique concertée avec les territoires.

## 4. Gestion, audit à cuntrollu di i fondi aurupei

### *La gestion, l'audit et le contrôle des fonds européens*

#### 1. Présentation générale

L'année a été marquée par un double enjeu au niveau des fonds européens :

- ✓ la finalisation du programme FEDER 2014-2020, avec les travaux de clôture administrative, financière et d'indicateurs ;
- ✓ la montée en puissance du programme FEDER / FSE+ 2021-2027, nécessitant une forte mobilisation en matière de pilotage, coordination, outils et conformité.

Les missions ont couvert le suivi stratégique, la gestion administrative, le contrôle, la programmation, la communication institutionnelle ainsi que la contribution à divers audits et consultations.

La mission Audit et Contrôle interne a été assurée en 2025 plus en lien avec le FEDER qu'en interne au sein de l'ADEC, étant donné que le

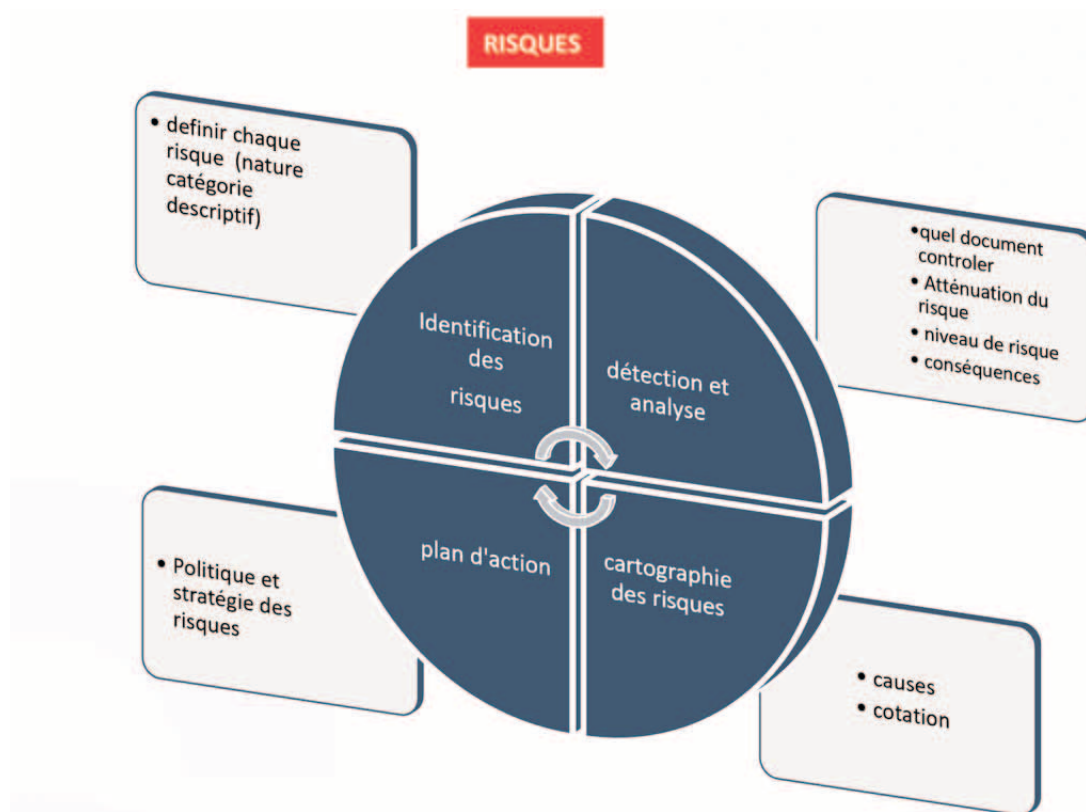
plan de contrôle 2025 n'a été présenté qu'en fin d'année au Conseil d'Administration.

Cependant un travail en interne a été mené afin de mettre en place un système efficace de contrôle interne et de gestion des risques pour atteindre l'objectif de maîtrise des risques.

L'efficacité du contrôle interne et de gestion des risques passe donc par une bonne coordination des dispositifs autour d'activités-clés :

- Cartographie et évaluation des risques
- Définition des activités de contrôle
- Plan d'actions : actions correctrices et plan de reprise
- Pilotage et diffusion de l'information
- Supervision continue

**L'année 2026 sera une année de mise en œuvre de ce plan de contrôle.**



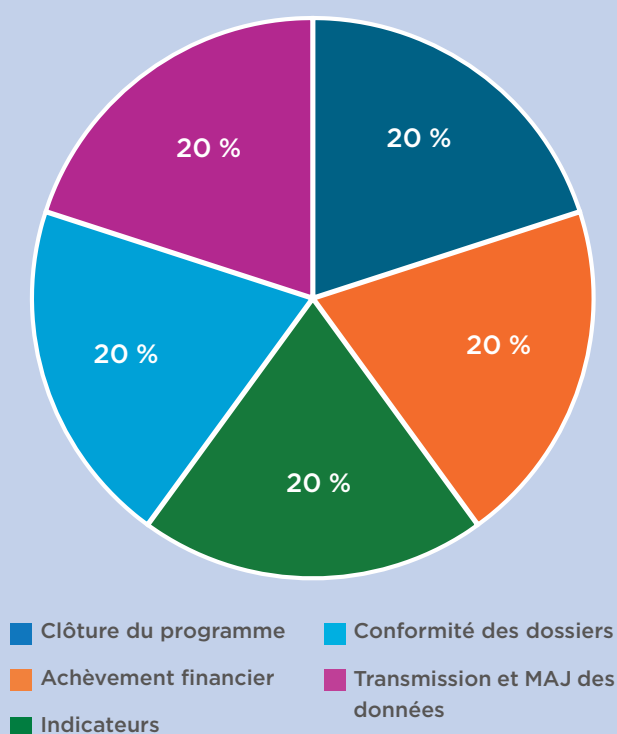
## Partie I: FEDER 2014-2020

### 1. PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS LIÉES AU FEDER 2014-2020

#### 1.1. Clôture du programme

Au cours du premier trimestre 2025, un important travail structuré a été mené pour finaliser la clôture du programme opérationnel FEDER 2014-2020.

Programme Européen FEDER 14/20



Les actions ont porté sur :

- Consolidation des données administratives et financières ;
- Vérification de la conformité des dossiers ;
- Préparation des éléments destinés aux autorités de gestion et de contrôle ;
- Mise à jour et archivage des informations requises pour la clôture réglementaire.

#### 1.2. Achèvement financier

Les actions ont inclus :

- Vérification et validation des maquettes financières ;
- Consolidation des tableaux financiers ;
- Mise à jour des tableaux de synthèse ;
- Transmission des données aux instances compétentes pour finalisation de l'achèvement.

#### 1.3. Suivi des indicateurs

- Mise à jour des indicateurs de réalisation et de résultat ;
- Vérification de la cohérence entre données Synergie, pièces justificatives et bilans d'exécution ;
- Contribution à la production des reporting finaux.

## PARTIE II: FEDER FSE+ 2021-2027

### 2. PILOTAGE ET COORDINATION

#### 2.1. Participation aux réunions internes et institutionnelles

- Réunions internes DAEM: coordination opérationnelle, mise à jour des données, suivi des actions.
- Contribution aux réunions techniques,

groupes de travail et instances transversales.

- Comités de suivi du programme: présentation de l'avancement, participation aux échanges stratégiques, contribution aux ajustements programmatiques.

## 2.2. Rédaction des documents supports

- Notes internes, comptes rendus, fiches techniques, supports de réunions, tableaux financiers;
- Documents préparatoires pour les comités, consultations écrites ou rapports intermédiaires.

## 2.3. Participation à la définition des indicateurs

- Contribution à l'identification et à la formulation des indicateurs de réalisation et de résultat;
- Appui à leur structuration en conformité avec les exigences réglementaires européennes.

## 2.4. Rédaction des fiches stratégiques sur l'axe 1.3 et 1.1

- Participation à la production ou à la mise à jour des fiches stratégiques nécessaires au pilotage du programme;
- Alignement avec les objectifs spécifiques du FEDER / FSE+.

## 2.5. Coordination interservices

- Travail conjoint avec les services techniques, financiers, juridiques et opérationnels;
- Circulation de l'information et harmonisation des pratiques de gestion.

## 2.6. Suivi des fonds européens et prévisions de programmation

- Veille sur l'état d'avancement des crédits;
- Anticipation des besoins de programmation;
- Analyse de la consommation et prévisionnel.

## 2.7. Collecte des DPI

- Récupération et consolidation des DPI.

## 2.8. Gestion des habilitations et incidents Synergie

- Mise à jour des habilitations utilisateurs;
- Suivi des dysfonctionnements signalés et coordination avec le support.

## 2.9. Suivi et participation aux consultations écrites du CPT

- Lecture, analyse et contribution aux consultations;
- Participation le cas échéant.

## 2.10. Contribution au rapport ANAFE

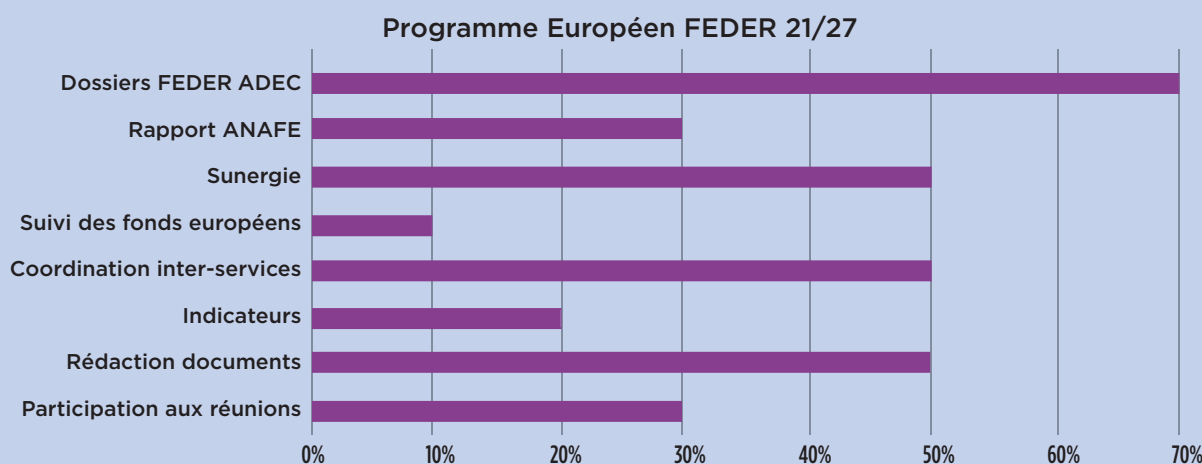
- Rédaction d'éléments techniques;
- Apport d'éléments d'analyse;
- Consolidation des données demandées pour les rapports à l'AG.

## 2.11. Suivi opérationnel et administratif des dossiers Corsica Statistica et Internationalisation

- Logiciel synergie;
- Suivi administratif, financier et réglementaire dans le cadre de l'instruction confiée à une AMO externe à la DAEM;
- Consolidation des données nécessaires au pilotage et à l'instruction;
- Mise à jour des outils de suivi et reporting.

## 2.12. Participation administrative au dossier « INIZIA » au titre de l'axe 1.1

- Participation aux réunions techniques internes et la DAEM.



## PARTIE III CONTRÔLE, AUDIT & CONFORMITÉ

### 3. CONTRÔLE ET AUDIT DES FONDS EUROPÉEN :

#### 3.1 Contrôle ANAFE - suivi et contributions

- Contrôle des dossiers concernés (PIAC, CCA, ODARC);
- Participation aux réunions,
- Apport des éléments justificatifs et réponses aux observations.

#### 3.1.1 Contribution au contrôle DGFIP

- Apport d'éléments d'analyse;
- Participation aux réunions internes CdC/ADEC.

#### 3.1.2 Contrôle ex-post - suivi et contributions

- Participation à la collecte et vérification des pièces;
- Mise à disposition des pièces;
- Contribution aux observations des autorités de contrôle.

#### 3.1.3 Audit interne ADEC (FEDER / FSE+ 2021-2027)

- Participation active à l'audit conduit par la DAEM;
- Transmission des pièces, formulaires et analyses nécessaires;
- Suivi et organisation de la journée de sensibilisation organisée avec le service contrôle de la DAEM;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations.

#### 3.1.4 Cartographie des risques FEDER / FSE+ 2021-2027

- Contribution à l'actualisation de la cartographie;
- Analyse des risques opérationnels, financiers et organisationnels;
- Participation aux réunions.

### 3.2 Contrôle et Audit ADEC

#### 3.2.1. Plan de contrôle ADEC

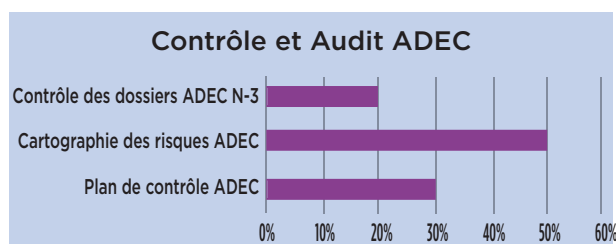
- Participation à la réalisation du plan de contrôle 2025,
- Rédaction de la cartographie des risques.

#### 3.2.2. Cartographie des risques ADEC

- Rédaction d'une cartographie des risques à mettre en perspective une fois le plan de contrôle acté en conseil d'administration de l'ADEC;
- Identification et hiérarchisation des risques.

#### 3.2.3. Contrôle des dossiers 2021 (fin d'année)

- Vérification de l'éligibilité et conformité administrative de 10 % des dossiers 2021;
- Méthode de contrôle de l'éligibilité et de la conformité administrative;
- Travail en collaboration avec un agent de la DAF.



### Contrôle et Audit Programme Européen FEDER



## 5. Risorzi umani

### *Ressources humaines*

#### 1. Dialogue social et prévention

Au cours de l'année 2025, l'ADEC a poursuivi une politique active de dialogue social, fondée sur la régularité des échanges avec les représentants du personnel et sur la négociation collective.

À ce titre, six réunions ordinaires du Comité Social et Économique (CSE) ont été organisées. Ces instances ont permis d'aborder les sujets relatifs à l'organisation du travail, aux conditions d'emploi, à la santé et à la sécurité des agents, ainsi qu'au suivi des projets et évolutions impactant le personnel.

Dans le prolongement de ces échanges, la structure a procédé à la signature d'un avenant à l'accord collectif relatif à la gestion automatisée du temps de travail. Préalablement à la signature de cet avenant, une consultation des agents a été menée sur la thématique de la gestion automatisée du temps de travail, permettant de recueillir leurs retours et attentes et d'alimenter les échanges avec les représentants du personnel dans une démarche participative et concertée. Cet avenant, issu d'un travail concerté avec les partenaires sociaux, illustre la qualité d'un dialogue social constructif, nourri et pragmatique, permettant d'adapter les outils de gestion du temps aux réalités de fonctionnement de l'établissement tout en sécurisant les droits des agents.

Par ailleurs, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) ont été conduites avec les organisations représentatives. Ces échanges ont abouti à des avancées significatives, notamment :

- L'engagement d'une discussion approfondie sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, se traduisant par l'élaboration d'un plan d'action dédié ;
- La poursuite et la mise en œuvre d'un abondement collectif au Plan d'Épargne Entreprise (PEE), négocié lors des précédentes NAO, permettant à l'ensemble du personnel de bénéficier d'un dispositif d'épargne salariale avec abondement sur la base de versement

volontaire sur les PEE.

Ces actions témoignent de la volonté de l'ADEC de maintenir un cadre social équilibré, associant performance collective, reconnaissance des agents et respect des obligations légales.

#### 2. Actualisation et sécurisation des procédures

L'année a été marquée par un important travail d'actualisation et de formalisation des procédures RH, dans un objectif de fiabilisation des pratiques et de conformité réglementaire.

La collaboration avec les structures de prévention de la santé au Travail a été renforcée afin de poursuivre été actualisées afin d'intégrer les évolutions réglementaires et organisationnelles.

Un dispositif de contrôle des agents en maladie de longue durée par médecin expert a été organisé et suivi. En parallèle, plusieurs procédures techniques et administratives ont été formalisées ou mises à jour, notamment concernant : L'utilisation du parapheur électronique XBUS; l'injection des bordereaux de transmission des IJSS; la suppression de congés dans l'outil e-congé; la pré-saisie des comptes rendus dans e-évaluation; la gestion des mots de passe Xnet; la refonte de la procédure d'accueil des nouveaux agents.

#### 3. Gestion administrative et suivi individuel des agents

La gestion administrative des ressources humaines a fait l'objet d'un suivi rigoureux et continu.

Des entretiens de reprise ont été systématiquement organisés pour les agents à l'issue de longues maladies ou de périodes de mi-temps thérapeutique, afin de sécuriser leur retour à l'emploi.

#### 4. Tableaux de bord et reporting RH

Un travail structurant de production et de fiabilisation des outils de pilotage RH a été conduit.

Divers états ont été édités régulièrement (badgeages, absences, télétravail). Un tableau de présence des agents pour l'année 2024, intégrant l'ensemble des absences, a été élaboré, permettant le calcul du taux de présence. Un tableau détaillé des tâches RH a été mis en place afin de mieux structurer l'activité du service.

## 5. Collecte d'informations et conformité réglementaire

Un travail spécifique de collecte et de mise en conformité réglementaire a été mené, notamment dans le cadre de l'entrée en vigueur de la loi DDADUE 2024 (loi n° 2024-364). Les informations RH nécessaires ont été recueillies afin de mettre à jour les dossiers des agents en longue maladie et d'adapter les procédures internes aux exigences du droit européen.

## 6. Études comparatives et benchmarks

Plusieurs travaux de benchmark ont été réalisés avec les autres agences et offices de la Collectivité de Corse afin de poursuivre une volonté d'harmonisation.

## 7. Suivi des thématiques RH transversales

Le service RH a poursuivi le suivi des actions relatives à la Qualité de Vie au Travail (QVT), dans une logique d'amélioration continue des conditions de travail.

Un travail spécifique a également été conduit sur le bilan égalité professionnelle femmes-hommes, en lien avec la référente DREETS, afin d'assurer la conformité réglementaire et de promouvoir l'équité professionnelle au sein de l'établissement.

## 8. FORMATION : Plan des compétences

Au cours de l'année, l'établissement a poursuivi activement son engagement en faveur du développement des compétences des agents, en mobilisant différents dispositifs de formation. L'analyse

des actions menées met en évidence un investissement soutenu tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

### 8.1 Volume global de formation

Sur l'ensemble de l'année, 15 actions de formation ont été réalisées, représentant un total de 87 heures de formation dispensées.

Ces actions ont bénéficié à 87 participations d'agents (toutes formations confondues), confirmant la dynamique positive autour de la montée en compétences.

### 8.2 Répartition des agents formés

Les données reflètent une participation diverse, avec :

31 hommes formés

56 femmes formées

Cette répartition illustre un accès équilibré aux actions de formation proposées.

### 8.3. Nature des formations suivies

Les agents ont pu bénéficier de formations variées couvrant des domaines stratégiques :

Compétences administratives et financières : comptabilité publique, finances, marchés publics, systèmes d'information, module de gestion des absences, Souveraineté numérique & cybersécurité, Politiques publiques et fonds européens : Piste d'audit FEDER, aides d'État – perfectionnement.

Certaines formations longues, comme le mastère Expert en informatique ou le parcours Manager des entreprises et des organisations, témoignent d'un investissement important en formation certifiante et en développement de compétences d'expertise vis-à-vis des agents.

### 8.4. Investissement financier

Le coût total engagé pour les formations s'élève à 44 321,92 €.

La mobilisation combinée des financements internes et externes a permis d'optimiser les ressources, notamment sur les formations certifiantes et les parcours longs.

### 8.5. Focus sur la formation obligatoire

Certaines formations répondent à des obligations réglementaires ou institutionnelles, notamment dans les domaines de la sécurité, de la conformité ou de l'actualisation des connaissances. Les données démontrent que notre établissement maintient une vigilance active sur ces enjeux.

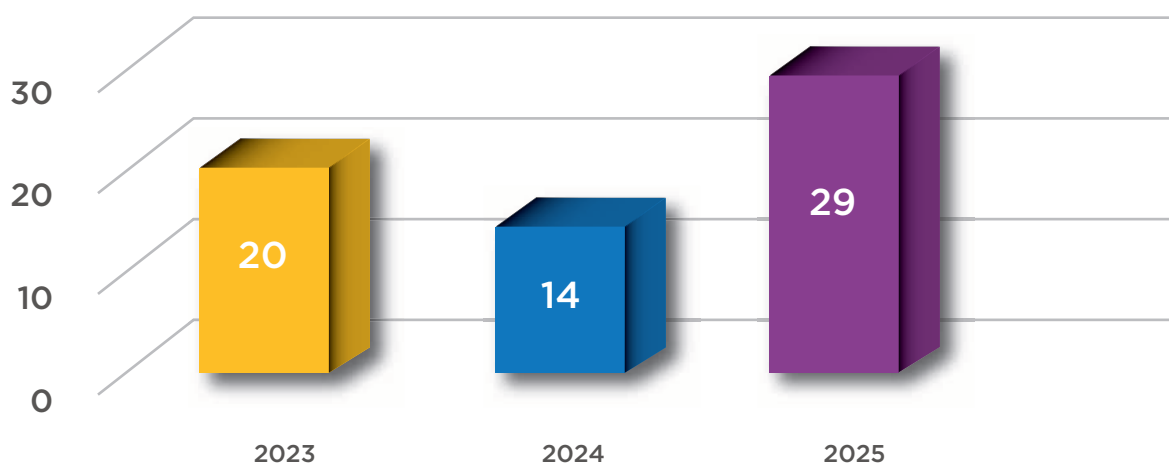
L'année écoulée confirme l'engagement fort de l'établissement en faveur de la formation professionnelle. L'offre diversifiée, les volumes d'heures réalisés, l'équilibre des participations et l'effort financier consenti révèlent une stratégie volonta-

riste en matière de développement des compétences. Cet investissement participe directement à l'amélioration continue du service rendu, à l'adaptation aux mutations réglementaires et numériques, ainsi qu'au renforcement de l'expertise interne.

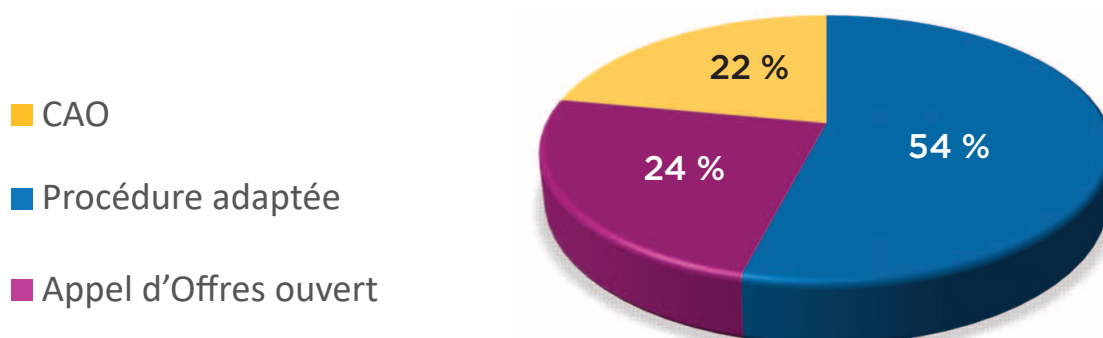
## 6. Mercati pubblici è mezi generali

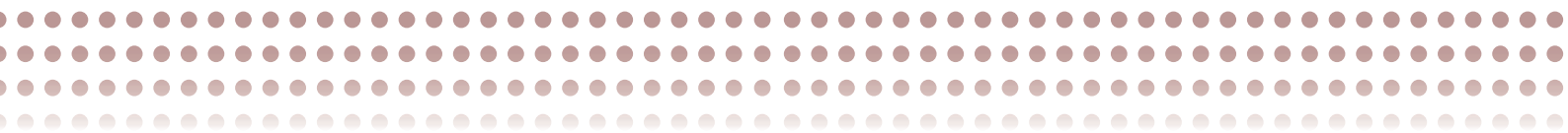
*Marchés publics et moyens généraux*

**Nombre de marchés  
Comparatif des années**

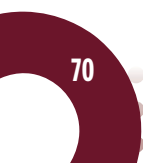


**Répartition des marchés  
passés en 2025**





Achévé d'imprimer en mai 2026  
par l'Imprimerie du Pôle - Ajaccio 2000







**Agence de Développement  
Économique de la Corse**

1, avenue Eugène Macchini  
20000 AJACCIO

Tél. 04 95 50 91 00  
contact@adec.corsica

**[www.adec.corsica](http://www.adec.corsica)**